l'unité

N° 327 – 5F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 16 - 22 février 1979



LES SEPT MOTIONS DU CONGRES

16 février : le P.s. avec les sidérurgistes

S.F.P. : LE SALE BOULOT DU NAUFRAGEUR

Coll. Parti socialiste

PETITES ANNONCES

Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinsky : 878-40-73.

PARIS (15e)
RENAULT
ABBÉ-GROULT

107, rue Abbé-Groult, 15e
Métro Convention
Tél. 532-71-20 (+)
(ouvert le samedi)

GARANTIE OR 6 MOIS
VÉHICULE DE SERVICE 78-79.
Faible kilométrage : 10 000 km



Renault 4-6	76-77-78
Renault 5 tous types	77-78
Renault 12 tous types	76-77-78
Renault 16 tous types	75 à 78
Renault 14 TL	77-78
Renault 20 TL	77

Choix important de véhicules à transmission automatique

Citroën GS-CX	75-76
Peugeot 604 Cuir TA	76
Simca 1308 GT	76
Princess 2200 automatique	77

Recommandez-vous de « l'Unité ».

La section du 4ème arrondissement du P.s. (70, rue Miron)

organise une série de manifestations sur le thème

Quelle ville voulons-nous ?

Les samedi 17 février (après-midi) dimanche 18 (toute la journée), samedi 24 février (après-midi) et dimanche 25 (toute la journée).

Projection du film
« la Ville à prendre »

Tarifs petites annonces	*La ligne H.T.*	*La ligne T.T.C.*
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	*22 F*	*25,87 F*
Demandes d'emploi	*12 F*	*14,11 F*
Immobilier	*18 F*	*21,17 F*
Divers	*18 F*	*21,17 F*

Demande d'emploi

Urgent. Architecte D.p.l.g., 30 ans, sept ans expérience, recherche poste dans atelier public d'urbanisme ou services techniques d'une ville moyenne ou importante (région parisienne ou province).

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Offres d'emploi

Editions Martinsart cherche représentant (e) pour diffusion « Grands Révolutionnaires ». Postes à pourvoir toutes régions. Formation assurée. Véhicule indispensable.

Ecrire à Jean-Jacques Schoemann, Editions Martinsart, 58, rue des Capucins, 41200 Romorantin.

Association centres de vacances recherche agent bureau (1479), connaissances comptables, secrétariat, esprit militant, mi-temps. Prétentions.

Ecrire Yvel, 3, rue de la République, 78190 Trappes.

Ville du Nord, centre hospitalier 2e Cie, recherche directeur.

Ecrire Fédération des élus socialistes, 2, rue Watteau, 59000 Lille.

Immobilier

Achète F 3 ou F 2. Location-vente avec apport. Confort calme Cannes, Le Cannet, Rocheville. Urgent.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris).

Jeune socialiste cherche chambre ou studio à louer à Paris ou banlieue ouest.

Contacter Ferstler : 261-58-00, poste 458, de 9 à 18 h.

Camarade du Parti cherche deux ou trois pièces, pas cher, à louer dans le 18e arrondissement de Paris ou environs immédiats. Contacter : Axel, au 878-40-73 ; ou écrire 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

Ennery (Val-d'Oise), 3 km de Pontoise, 4 km de Cergy. A vendre pavillon F 5 sur terrain de 1 000 m² s/s total, cheminée, terrasse, dépendances. Pour renseignements et visite : Amelot, 2 bis, rue du Chêne, 95300 Ennery. Tél. : 464-39-75.

Divers

Soins des arbres taille à la française, élagages, abattages difficiles, Bourgogne-Franche Comté - Pays de Loire. Centre élagages comtois, Tromarey, 70150 Marnay.

Fuir la solitude. « Libre », revue des contacts humains, propose partout amitiés-rencontres-sentiments... Spécimen (discr.) C/22 F. Stolfa, B.p. 20, 57650 Fontoy.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 22 à 26 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN RESERVE AUX PETITES ANNONCES

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
..... **Tél. :** .....

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (40 signes par lignes blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif, en haut de page, et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

TEXTE DE L'ANNONCE : voir tarif ci-dessus

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

sommaire

4 à 10 **Parti socialiste**

Les sept motions du congrès.

10 *L'éditorial de Claude Estier.*

11 *A quoi sert le conseil général ?*
Un entretien avec Charles Josselin, président du conseil général des Côtes-du-Nord (propos recueillis par Emmanuèle Plas)

14 *P.c. : les « cent fleurs » dans un gant de fer, par Guy Perrimond.*

19 **Monde**

L'islam de fond submerge l'Iran, par Jean-Loup Reverier.

22 **Social**

Dans les Ardennes oubliées, Blagny menacée d'asphyxie mobilise, par Christine Cottin.

23 *S.f.p. : le sale boulot du naufrageur-sauveteur, par Jean-Paul Liégeois.*

26 **Vie culturelle**

Cinéma : lucide et tendre Hongrie, par Serge Richard

27 *Télévision : la revanche du livre, par Gabrielle Rolin.*

28 *Au risque de vous plaire.*

Photos et dessins
A.f.p. (page 20), Barrigue (page 18), Coureuil (pages 12, 13, 21, 23), Pascal Lebrun (pages 6, 9, A0, 11, 22), Pym (page 15), Solo (pages 15, 28, 29, 30, 31), Sygma (pages 5, 14, 19, 21, 25), Viva (page 17).

ABONNEMENT SPECIAL-CONGRES

La préparation du congrès de Metz est l'occasion d'une intense discussion qui concerne chaque militant socialiste. Au cours de cette période, il est donc souhaitable que le plus grand nombre d'entre eux puissent avoir en main chaque semaine « l'Unité », qui s'efforce, par ses informations et ses tribunes ouvertes à tous les courants de pensée sans exclusive, d'apporter à chacun tous les éléments nécessaires de réflexion pour un débat dont l'importance et l'enjeu n'échappent à personne.

C'est pourquoi, tout en insistant sur la nécessité, pour nous, de recevoir le maximum d'abonnements d'un an, qui sont indispensables pour assurer la vie du journal, nous offrons la possibilité d'un abonnement exceptionnel de trois mois, dit « spécial-congrès », à 60 francs. Nous demandons particulièrement à tous les responsables fédéraux du Parti, à tous les secrétaires de section de saisir cette occasion pour faire abonner le plus grand nombre possible de militants autour d'eux. Les réunions de reprise de cartes qui se déroulent en cette période doivent, en particulier, permettre d'encourager les militants à s'abonner au journal du Parti. Contribuer au développement des moyens d'expression de celui-ci fait partie de l'engagement de chacun.

Bulletin d'abonnement
à retourner
41, boulevard de Magenta
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
- abonnement d'un an (180 F) ☐
- abonnement de six mois (110 F) ☐
- abonnement « spécial-congrès » de trois mois (60 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire
☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

LES SEPT MOTIONS DU CONGRES

Après un débat qui a duré toute la journée de dimanche et qui a porté plus longtemps sur des questions de procédure que sur les problèmes de fond, le comité directeur du P.s. s'est séparé sans qu'une synthèse soit intervenue entre les différents éléments de la majorité du Parti. Le fait nouveau de cette journée avait été le dépôt par François Mitterrand de la motion qu'il avait annoncée et qu'il avait remise dès la veille, en fin d'après-midi, aux auteurs des différentes contributions.

Après un échance assez vif entre Jean-Pierre Cot et le premier secrétaire, la séance du matin avait été rapidement suspendue à la demande de Pierre Mauroy, qui souhaitait que les membres du comité directeur puissent disposer du temps nécessaire pour étudier le texte de François Mitterrand.

Le comité directeur reprenait ses travaux peu avant 16 heures pour une longue discussion de procédure qui aboutissait enfin à la décision de créer en son sein une commission des résolutions, celle-ci réunissant — décision acquise par 68 voix contre 44 — des représentants de tous les courants. Le débat s'engageait alors au fond avec les interventions de Gérard Fuchs, Jean Le Garrec, Gilles Martinet, Jacques Guyard, Jacques Attali, Gérard Delfau, Jean-Claude Colliard, Michel Rocard, Lionel Jospin, Pierre Bérégovoy, etc.

Ce débat achevé, François Mitterrand demandait la réunion immédiate de la commission des résolutions. Le comité directeur se prononçait dans ce sens par 65 voix contre 35, mais Pierre Mauroy et Michel Rocard, refusant de siéger sans désemparer et proposant le renvoi de la réunion au mercredi, se retiraient de la séance. François Mitterrand faisait alors constater qu'il ne restait en présence que son propre texte et celui du Ceres et que, la synthèse entre eux étant exclue, il n'y avait plus lieu de réunir la commission des résolutions.

Il restait donc quarante-huit heures pour le dépôt des différentes motions accompagnées des listes de signataires et de candidats au comité directeur. Mardi soir, elles étaient enregistrées au nombre de sept. L'ensemble des militants vont donc être appelés à choisir entre ces textes qui leur seront adressés par l'intermédiaire du « Poing et la Rose ». Dans le cadre de la tribune du congrès, « l'Unité » publie dès cette semaine des extraits significatifs de chacune de ces motions.

La motion Mitterrand

La motion présentée par François Mitterrand et plusieurs centaines d'autres signataires porte le titre « Un grand parti pour un grand projet ». Elle est présentée en vue d'une synthèse et intègre déjà un certain nombre d'amendements par rapport au texte présenté samedi au comité directeur par le premier secrétaire et dont la presse a déjà publié l'analyse. Le texte déposé mardi soir commence par le préambule suivant :

1 — Avec des millions de Françaises et de Français, nous avons espéré que les élections de mars 1978 permettraient, par la victoire de la gauche, de commencer à « changer la vie ».

Chacun sait dans quelles conditions les dirigeants communistes, s'ils n'ont pu empêcher que le Parti socialiste devienne le premier parti de France, ont maintenu la droite au pouvoir en déchirant l'union.

Il est nécessaire d'en tirer la leçon, et pour cela de prendre en compte les évolutions de toutes sortes qui se sont produites au plan national et international, dans les rapports économiques et sociaux, dans les domaines du savoir et du pouvoir. Non pas pour reculer devant la crise ou l'accepter comme une fatalité. Non pas pour dévier devant les attaques de tous bords, mais pour déterminer l'action du Parti socialiste dans les deux ans qui viennent. C'est l'objet de notre motion.

2. — Refusant de polémiquer et de nous attarder sur la question de savoir si un accord était possible lors du comité directeur de synthèse le 11 février dernier, nous souhaitons que, sur la base de cette motion, enrichie par de multiples amendements, intervienne au congrès de Metz, après un débat de tout le Parti, un large accord dans la clarté et sans exclusive.

Depuis près de huit années, le premier signataire de ce texte, premier secrétaire du Parti socialiste, a veillé, en dépit des traverses, à assurer la progression et l'unité du Parti, unité qui ne doit pas être mise en cause, mais au contraire développée. A la logique de l'émiettement qu'ont trop souvent connue les socialistes, opposons la voie de l'unité et de la détermination. C'est l'objet de notre motion.

3. — Le record absolu du chômage dans l'histoire de notre pays, des régions entières foudroyées, des conditions de vie et de travail souvent inacceptables, la toute-puissance de l'argent et le maintien d'immenses inégalités, le saccage de la nature, les pollutions de toutes sortes, la centralisation excessive, les hiérarchies, la marginalisation des femmes, l'exclusion des jeunes, la montée des violences, une voix qui n'a rien à dire à l'Europe et au monde, voilà la France giscardienne de 1979.

Triste et logique bilan d'un système qui, après vingt ans de Ve République et cinq ans de présidence de Valéry Giscard d'Estaing, n'a pas d'autre ambition que de défendre à tout prix les intérêts de la classe dirigeante. Lutter contre le pouvoir, défendre les libertés, aborder les élections cantonales et l'élection européenne avec toutes les chances de succès afin d'avancer le jour où le socialisme vaincra — et donc obtenir de tous les socialistes, et surtout de leurs dirigeants, qu'ils sachent s'imposer la discipline indispensable pendant cette période difficile —, c'est l'objet de notre motion.

4. — Elle comprend trois parties, sous un triple mot d'ordre :
— Regarder devant soi ;
— Tenir bon ;
— Pour un nouvel élan.

La grande question qui se pose à nous est de savoir si l'homme, affronté aux changements de la révolution scientifique, en retirera plus ou moins de liberté. Nous pensons que la réponse dépend de nous et de notre capacité à proposer tout simplement le socialisme. Un grand parti pour un grand projet. C'est l'objet de notre motion.

*
* *

La première partie, « Regarder devant soi », est fondée sur l'idée que « le danger pour l'humanité n'est pas que l'homme invente, mais qu'il ne maîtrise pas ce qu'il crée. D'où la nécessité pour lui d'accroître son savoir et de prendre conscience des causes objectives et subjectives de son asservissement. Un parti politique comme le nôtre a précisément pour fonction, dans le domaine qui est le sien, de contribuer à cette prise de conscience. Comment le ferait-il s'il méconnaissait les effets de la révolution scientifique d'aujourd'hui sur les phénomènes politiques de demain ? Aurions-nous à lancer un mot d'ordre, à la veille d'un congrès qui déterminera pour deux ans la politique du Parti, il serait celui-ci : regarder devant soi. »

« Le socialisme, est-il dit plus loin, est le seul projet capable



de réconcilier la liberté de l'homme et les mutations de la science et du monde, et c'est sur le socialisme qu'il faut tenir bon. » C'est précisément le titre de la seconde partie qui affirme notamment : « Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer, mais de le remplacer par le socialisme. C'est pourquoi nous parlerons de rupture en évoquant successivement les cinq conditions qu'elle suppose : un plan démocratique, un secteur public élargi, de nouveaux droits aux travailleurs, une décentralisation poussée jusqu'à son terme, des mesures immédiates. »

Définissant enfin en dix-huit points les conditions nécessaires pour un nouvel élan, la dernière partie s'achève ainsi : « Nous l'avons dit plus haut, le rôle d'un parti n'est pas de répondre aux questions que l'homme se pose sur l'origine et la finalité du monde qui est le sien. S'interdira-t-il pour autant d'inscrire son projet dans cette dimension ? Les foules rassemblées sur les pas de Jean-Paul II et à l'appel de Khomeyni, toute différence admise sur l'objet du message, offrent un champ de réflexion qu'il serait absurde d'ignorer. Dans notre Europe lassée et tenue en lisière par la société de l'argent, où le socialisme dans la liberté reste à construire, l'hésitation ou le refus qui oppose la jeunesse à l'engagement politique résulte sans doute du fait que les partis politiques restent en deçà des valeurs hors desquelles la vie perd son sens. D'où le malentendu. Parce qu'ils ne donnent pas ce qu'ils doivent, on leur demande plus qu'ils ne peuvent donner. Qu'ils se souviennent pourtant : des mots aussi simples que le pain, la paix, la liberté, à partir des plus humbles besoins, ont parlé naguère à l'esprit, et le peuple des travailleurs a su que ses conquêtes avaient valeur universelle.

En choisissant de combattre pour la conquête de cette liberté supérieure, la responsabilité, devant soi et devant les autres, le socialisme autogestionnaire a ouvert une route qui le mènera loin.

Le Parti socialiste, parce qu'il porte le seul changement d'envergure de la politique française intervenu depuis longtemps, est aujourd'hui seul contre tous. C'est le signe de son succès et de sa force. Face à ceux qui se sont ligués pour l'atteindre et l'abattre, les socialistes, dans le respect de leur diversité, n'ont qu'une arme : l'unité. »

La motion Mauroy

La motion dont Pierre Mauroy est le premier signataire a pour titre : « Pour le socialisme, synthèse dans l'unité et dans la clarté ». Voici le texte de son introduction :

Aujourd'hui comme hier, le Parti socialiste, premier parti de France, représente politiquement la seule force d'espoir. Dans un pays gravement secoué par la crise, l'aspiration à un changement de vie a survécu à l'insuccès électoral : nous sommes les seuls à y répondre.

Certes, face à une « droite » cohérente et brutale, militants et dirigeants ont paru déroutés par la rupture de l'Union de la gauche. Aurions-nous des torts, et lesquels ? Sinon, comment éviter que les mêmes causes ne produisent les mêmes effets ? Brusquement, après des mois de repli silencieux, voici que cent questions se lèvent à la fois. Hier bloqué, le débat s'ouvre aujourd'hui sans que vous, militants, vous sentiez toujours concernés.

Il est fâcheux que les questions posées aient trop souvent rencontré suspicion ou procès d'intention ; il est regrettable que les échanges se soient parfois développés en dehors du Parti. Nous n'acceptons pas enfin de voir la réflexion politique réduite à d'obscures luttes d'influence pour des positions de pouvoir. Pourtant, s'il est de faux problèmes ou de mauvaises querelles,

Parti socialiste

tout débat est sain dans un parti qui, né d'un rassemblement de socialistes aux inspirations multiples, grandit de sa diversité. Encore faut-il que les divergences soient claires et non artificiellement aiguisées.

Depuis des années, deux lignes traversent à l'évidence le Parti, toutes deux estimables et cohérentes : l'une, d'esprit centralisateur et nationaliste, l'autre, dont nous nous réclamons, autogestionnaire et internationaliste. Vous, militants, qui aimez la simplicité, comprenez mal qu'on obscurcisse ces réalités : pourquoi séparer sur des nuances ceux qui s'accordent sur la même ligne ? Les conditions vous paraissaient réunies pour une synthèse honnête, et vous aviez raison.

Regardons alentour : les contradictions d'intérêt opposent une droite qui se voudrait musclée, populaire et chauvine à un centre-droit mou, distraitement bourgeois et multinational. Pourtant, l'un et l'autre s'accordent momentanément sur un libéralisme économique qui échoue à juguler l'inflation, mais vide nos campagnes, brise l'identité de nos régions et massacre nos industries.

Toute la société est gangrenée par contrecoup : la violence, celle de l'Etat ou des appétits individuels, entretient l'insécurité. En dépit des attentions officielles accordées aux femmes, on en vient à prêcher leur retour au foyer, comme si elles étaient cause et non victimes du chômage ; comme si la démographie pouvait connaître un nouvel élan dans un climat d'angoisse. Dure aux anciens, une société sans espoir est inhospitalière aux jeunes et aux enfants.

Sur un fond d'oppressions permanentes, le capitalisme menacé réplique de manière imprévue aux interpellations du moment : transplantations d'activités, pollution de la nature et des esprits, tout lui est bon. Sans modifier le fondement de nos analyses, il nous appartient d'apporter à des agressions nouvelles des ripostes nouvelles.

Depuis huit ans, sous la conduite de François Mitterrand, le Parti socialiste a clairement affirmé ses choix. Le congrès d'Epinay, qui appartient à notre conscience collective et ne saurait être confisqué par quiconque, fut, avec les Assises du socialisme, le temps fort de notre récente histoire ; là, nous nous sommes fixé pour objectif de rompre avec les pesanteurs et les logiques capitalistes ; nous nous sommes donné l'autogestion pour horizon ; nous avons exclu toute stratégie de troisième force et privilégié l'Union de la gauche.

Alors même que son succès paraissait assuré, le Parti communiste français l'a brisée ; nous voici contraints de la reconstruire ; elle sera désormais un pari sur la volonté populaire et une longue marche ; ce qui suppose non pas une stratégie autonome, mais l'affirmation sans complexe de notre originalité. Si nous en appelons, tous, à l'union des forces populaires, c'est que nous reconnaissons, modestement, et pour plus d'efficacité, cette évidence : même si la politique s'y cristallise, un parti n'est pas le seul lieu où se fasse la politique. Nous devons donc être à l'écoute de tout ce qui se passe dans le pays et qui ne saurait se ramener mécaniquement aux rapports économiques et aux conflits de classes : syndicats, coopératives, mutualités sont autant de centres où se vit la solidarité ; la vie associative, jadis spontanée dans les campagnes, se structure dans les villes et prend le relais de la communauté familiale élargie ; les mouvements écologiques s'insurgent contre la toute-puissance de l'économie, le mouvement des femmes se bat pied à pied contre préjugés et habitudes, il est au cœur même de la lutte contre le capitalisme. Bref, les luttes sont de partout et de chaque jour : la vie quotidienne est tissée de combats et de solidarités.

Nous les retrouvons à l'autre bout de la chaîne, au niveau de notre globe où le tiers monde, qui nous est à la fois étranger et frère, requiert notre soutien, au niveau du continent où les peuples d'Europe, associés pour le meilleur et pour le pire, en dépit des déchirements passés, ont à vivre une aventure commune.

Mais la solidarité première, parce que volontaire, n'est-ce pas dans notre parti même qu'il nous faut l'assumer ? Nous avons à passer d'un système quasi confédéral, héritage de nos passés divers, à la cohérence d'un parti de plein exercice où les militants choisissent eux-mêmes leurs dirigeants et où ceux-ci assument leurs responsabilités dans un cadre collégial.

Nous avions cru pouvoir contribuer à la réflexion de tous en



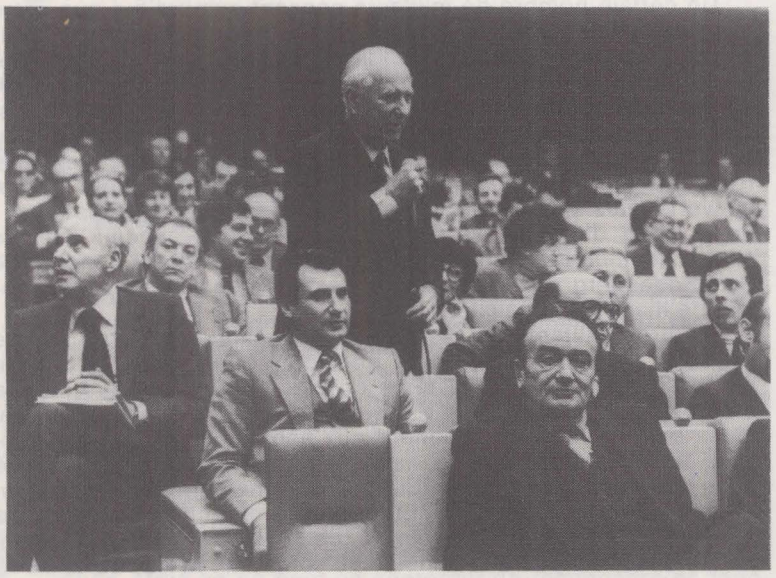


Fondation Jean-Jaurès

développant quatre thèmes, nullement exhaustifs. D'autres ont conclu leur recherche autrement, mais aussi utilement.

Pourquoi ne sommes-nous pas parvenus à engager un véritable dialogue et à conclure la synthèse nécessaire et logique ? Les propos des uns et des autres n'étaient-ils pas convergents et complémentaires plus que contradictoires ? Une fois encore, nous y appelons sans exclusive ni préalable, sans prétendre imposer nos propres vues. Qui, dans ce parti, pourrait se croire investi de mission souveraine au point de considérer ses propositions comme intangibles ?

Continuons, camarades, avec plus d'ardeur que jamais le combat pour le socialisme ; reprenons la marche un temps interrompue. Cette motion est la vôtre, le socialisme, espoir de tout un peuple, est votre affaire.



La motion Rocard

La motion de Michel Rocard, Gilles Martinet, Dominique Taddeï, Jean-Pierre Cot, etc., est intitulée « Rendre ses chances à la gauche ». Elle comprend quatre parties :

— A problèmes nouveaux, réponses nouvelles ;
— Les réponses du socialisme autogestionnaire ;
— Construire le socialisme autogestionnaire ;
— Un parti pour aujourd'hui.

Elle est précédée d'une introduction qui en définit le sens et dont voici le texte :

Un immense espoir a été brisé en mars 1978. Les aspirations de millions de Français, représentant les forces vives du pays, sont restées en souffrance. La droite a-t-elle été trop forte, la gauche trop faible ?

Les militants socialistes, qui ne s'étaient pas démobilisés au lendemain de l'insuccès de mai 1974, sont restés meurtris et pleins d'amertume après l'échec des élections législatives. Aucune astuce de présentation, par les mots ou les chiffres, ne pourra gommer ce sentiment de défaite.

Nous nous adressons à tous ceux qui ne s'y résignent pas. Nous appelons tous ceux qui veulent retrouver des raisons d'espérer la victoire de la gauche à en créer à nouveau les conditions, à en définir les objectifs et les moyens. Ce doit être le seul objet du débat, ce doit être le seul enjeu du congrès.

Le Parti ferait un choix funeste s'il décidait de refaire les batailles du passé. De 1971 à 1978, porté par les choix d'avenir faits à Epinay, le Parti socialiste s'est affirmé comme le parti de l'union et du renouveau. Année après année, se sont retrouvés au P.S. tous ceux qui vivent l'espérance socialiste, dans leurs combats syndicaux, municipaux, associatifs, dans le mouvement des femmes, tous ceux qui avaient reconnu, dans le message « Changer la vie », l'expression de leurs luttes et de leur volonté.

UNE NOUVELLE ETAPE

Une nouvelle étape s'ouvre aujourd'hui devant nous.

L'offensive du capitalisme, en France et dans le monde, crée des problèmes différents de ceux d'hier. La lourde inquiétude qui monte des régions sinistrées par la politique brutale et cynique du Pouvoir, le redéploiement sauvage du capitalisme multinational, la domination accentuée de la droite sur l'appareil d'Etat et les moyens d'information, les dangers plus lourds qui pèsent sur le monde du fait de la multiplication des conflits, de la dissémination de l'arme atomique, de la modification des équilibres instaurés à Yalta, voilà autant de données nouvelles qu'il nous faut prendre en compte.

Plus que jamais, le monde d'aujourd'hui a besoin du socialisme dans la liberté. Et nous n'avons plus ni le temps d'attendre, ni le droit d'échouer. Seul le débat de tous les militants socialistes peut nous permettre de résister à la tentation de l'immobilisme, de la gestion prudente d'un patrimoine électoral d'opposition, en vivant sur nos acquis d'hier et sur quelques certitudes élémentaires.

Ce débat a été long à s'ouvrir au sein du Parti socialiste. Nous avons tout fait pour qu'il soit pris en charge par l'ensemble de la direction qui, autour de François Mitterrand, a eu depuis quatre ans la responsabilité de la conduite de l'action. Certains l'ont empêché tantôt en employant la « stratégie du soupçon », tantôt par des procédés plébiscitaires, qui transformaient chaque question, chaque interrogation, soit en une déviation, soit en une querelle de personnes. Nous avons donc, avec Pierre Mauroy et bien d'autres, présenté une contribution destinée à nourrir ce débat sur la situation résultant de l'échec de la gauche en mars 1978. Cela n'a pas suffi. Parce que nous pensons que la synthèse nécessaire à l'unité du Parti ne peut plus maintenant venir que de la clarté du débat politique et des choix que feront les militants, nous leur présentons aujourd'hui dans cette motion les réponses que nous croyons nécessaires, pour que le Parti socialiste reprenne l'initiative et la gauche le chemin de la victoire.

UN PROJET OFFENSIF

Nous avons la conviction, qui fonde notre espérance socialiste, qu'**il n'y a pas de fatalité à l'échec de la gauche.** Qu'il est possible de définir un projet offensif et mobilisateur pour faire face à la situation des années quatre-vingt. Comment pourrions-nous prétendre convaincre et rassembler notre peuple autour de cette volonté autogestionnaire de prendre en main son destin, si nous nous abandonnions nous-mêmes à l'idée que, de toute façon, le socialisme viendra bien un jour, porté par quelque sens de l'Histoire ? Aurions-nous si peu de foi en nous-mêmes pour remettre l'espoir du socialisme à une prochaine génération ?

Pour répondre à la confiance profonde et tenace que les Français conservent au Parti socialiste et à la gauche, nous avons la responsabilité de définir les objectifs, de préciser les moyens qui permettront au socialisme autogestionnaire d'affronter les conditions nouvelles de la prochaine décennie. Il nous faut aussi faire de notre parti un instrument de réflexion et d'action adapté au monde d'aujourd'hui.

Cette confiance nous engage, et nous ne formulons qu'un seul vœu : que notre débat et notre congrès en soient dignes.

La motion Defferre

La motion présentée par Gaston Defferre, Charles-Emile Loo et des militants des départements de Provence-Côte d'Azur demande « une synthèse sans exclusive autour de François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, pour la construction du socialisme autogestionnaire ». Elle reprend de nombreux éléments des contributions déposées le mois dernier par Gaston Defferre et par des militants des mêmes départements (« l'Unité » des 12 et 19 janvier), le tout précédé d'un préambule affirmant que « l'évolution de la situation sociale rend la synthèse nécessaire ». On y lit notamment :

Une opinion inquiète, révoltée, que les promesses gouvernementales indéfiniment répétées et jamais tenues ne rassureraient plus, se tournera vers le Parti socialiste si celui-

ci est fort, uni, dirigé par un premier secrétaire ayant le caractère, l'expérience, la carrure d'un homme d'Etat.

Si, au contraire, le Parti socialiste est divisé, composé de clans qui se combattent entre eux, se déchirent, au lieu de lutter contre la politique gouvernementale et de proposer une autre politique, les Français qui souffrent ne lui feront pas confiance.

Nous avons, nous militants socialistes, le devoir de rechercher au congrès de Metz, et avant si possible, une synthèse.

Cet accord était possible. La lecture de la motion déposée le dimanche 11 février par François Mitterrand et les contributions publiées par « le Poing et la Rose » le démontrent.

C'était une question de volonté politique de part et d'autre.

Cette volonté politique réciproque qui ne s'est pas manifestée le 11 février au comité directeur existera-t-elle au congrès de Metz ? Cela dépend maintenant non plus des dirigeants du Parti socialiste, mais des militants. Il leur appartient de faire entendre leur voix.

Les signataires de cette motion ont délibérément choisi de ne pas traiter les problèmes économiques, sociaux, de politique intérieure, de politique étrangère, de la rupture avec le capitalisme, de l'union de la gauche, etc., qui sont exposés dans toutes les autres motions pour faire un texte plus court, centré sur quelques problèmes seulement.

Les oppositions, les querelles de personnes, la lutte pour le pouvoir à la tête du Parti, ont joué un rôle parfois plus important que les différences d'analyses politiques. Il faut que cela cesse. Il n'est pas acceptable que les querelles personnelles empêchent l'accord sur un programme.

Il est indispensable qu'une fois un accord clair et précis réalisé sur un programme, les engagements pris soient tenus, la confiance règne entre les dirigeants socialistes. Un certain nombre de règles de discipline doivent être établies et appliquées à tous les échelons du Parti, et surtout aux plus élevés.

Si nous ne sommes pas capables de nous unir, nous serons condamnés à l'impuissance. Or, ce qui est dangereux pour un petit parti peut être mortel pour une grande formation politique.

La motion du Ceres

La motion du Ceres, intitulée « Pour l'unité, le parti de la rupture et de l'autogestion », reprend pour l'essentiel le texte de la contribution déposée le mois dernier par les animateurs du courant 2 (« l'Unité » du 12 janvier). Elle est précédée d'un préambule : « Engagements pour 1979 à 1981 » :

Chacun d'entre nous le sent bien, il est absolument nécessaire de donner à notre parti, très vite, une nouvelle impulsion. Le flou sur les positions de fond, les querelles de personnes, la baisse du militantisme, la mauvaise organisation du siège national et de bien des fédérations, un degré très insuffisant de présence dans les luttes et d'initiative politique : si tout cela devait se poursuivre, les acquis des dernières années seraient bientôt anéantis.

Il est grand temps que le P.s. se ressaisisse, qu'il se mette à la hauteur de son rôle historique. Le congrès de Metz a le même enjeu que celui d'Epinay. Mais son issue sera plus décisive. Car nous avons à répondre aujourd'hui à des questions fondamentales : oui ou non est-il possible d'arrêter l'intégration de la France dans le capitalisme mondial et de trouver à la crise une issue socialiste ?

Oui ou non peut-on recréer les conditions de l'Union de la gauche ? Comment redonner aux yeux des masses un sens à l'action politique ? A ces questions qui sont au cœur du congrès de Metz, le P.s. ne répondra pas par le replâtrage d'une majorité qui a éclaté et la reconduction d'une ligne (celle de Nantes) qui a échoué. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. La paralysie qui a commencé de nous frapper ne manquerait pas, dans ce cas, de s'aggraver. Il faut savoir choisir. Personne ne doit être exclu a priori, et nous avons, comme la plupart de nos camarades, la préoccupation de l'unité du Parti. Mais il faut que l'orientation soit claire, qu'elle se concrétise par des actes politiques significatifs, qu'elle soit relayée à tous les niveaux par une pratique conséquente. Hors de là, point de salut pour le P.s. ni, par conséquent, pour la gauche.

Deux lignes s'affrontent dans notre parti. L'une ou l'autre doit l'emporter à Metz.

Un certain nombre de militants pensent aujourd'hui que notre pays est désormais trop intégré dans l'univers capitaliste pour pouvoir s'engager dans la voie du socialisme. Pour eux, les événements de l'an dernier ont montré que l'union avec le P.c.f. était décidément irréalisable en France. Ils estiment que le P.s. doit en conséquence réviser sa stratégie. A ces camarades, dont nous respectons le choix, nous disons simplement : ce choix n'est pas le nôtre. D'autres textes dans le parti, à mots encore couverts mais significatifs, s'orientent, à partir de l'« adaptation » de la ligne d'Epinay, vers un choix analogue à celui que les sociaux-démocrates allemands ont fait en 1959 à leur congrès de Bad Godesberg : le choix d'une gestion « sociale » de l'économie de marché capitaliste.

D'autres militants du P.s., et ils en constituent la très grande majorité, pensent au contraire que, plus que jamais, la rupture est nécessaire avec le système en place. Ils ont vu que, même en période de prospérité, ce système s'est révélé incapable (Mai 68 l'a bien montré) de répondre aux aspirations du peuple français. Ils constatent que le capitalisme est aujourd'hui engagé dans une crise dont il ne sortira que par une série de « restructurations » dont la France et l'Europe, que ce soit aux niveaux de l'emploi, du statut des travailleurs, des possibilités d'un développement autonome, feront inéluctablement les frais. Cela, ils le refusent. Ils veulent revenir à la ligne d'Epinay, l'approfondir, développer à travers les luttes l'exigence d'une issue socialiste à la crise, relancer sur ces bases l'Union de la gauche.

A tous ces camarades, nous disons : tirons ensemble la conséquence logique de notre choix. Les mots ne suffisent pas. Au-delà des discours, il faut des actes. Il ne suffit pas de réaffirmer



la ligne d'Epinay. Il faut être vraiment décidé à la faire entrer dans les faits.

Telle est notre volonté. La motion dont le texte développé figure dans « le Poing et la Rose » à la suite de ce préambule est le fruit d'un immense travail collectif. Elle expose clairement, complètement, sans précaution de langage, l'analyse que nous faisons de la situation, les propositions que nous formulons pour le Parti. C'est sur cette base que nous chercherons, à Metz, la synthèse avec les camarades qui se réclameront des autres motions. Mais nous ne ferons cette synthèse que sur la base d'engagements précis. Des décisions doivent être prises. Un échéancier doit être établi. Ils concernent en particulier les dix grands axes d'action, recouvrant cinquante propositions concrètes, que nous soumettons au Parti pour les deux années à venir.

Les dix axes d'action proposés pour le Parti sont les suivants :

1) France, Europe : un seul combat, un même langage ;
2) Peser fort et partout pour la relance de l'union ;
3) Vivre, travailler, décider au pays ;
4) Un projet socialiste authentiquement autogestionnaire ;
5) Construire le parti du front de classe ;
6) Donner par le féminisme une dimension complète au socialisme autogestionnaire ;
7) Un parti et un projet mobilisateur pour la jeunesse ;
8) Pour un internationalisme conséquent ;
9) Mieux articuler notre action municipale à notre lutte pour le socialisme ;
10) Une organisation à la hauteur de nos ambitions.

La motion "Femmes"

La motion « l'Autre moitié du chemin » (1) présentée par Edith Lhuilier et environ 150 signataires, hommes et femmes, souligne d'abord que la gauche a été jusqu'ici bloquée par le vote des femmes que la droite « retient dans son camp ». Pourtant, 38 % des travailleurs sont des femmes, 73 % des smicards sont des femmes, 54 % des chômeurs sont des femmes. La motion poursuit :

Le Parti a voté le manifeste des droits des femmes et se penche actuellement sur le rôle des luttes dites périphériques. Mais on ne peut se contenter de reconnaître en théorie le rôle politique de ces luttes ; il ne suffit pas d'ajouter de nouveaux chapitres à notre programme, il faut en définir clairement les priorités.

Or, si notre analyse est juste (à savoir que le mouvement ouvrier a été et reste bloqué dans son avancée parce que les



femmes, même les plus exploitées, participent peu aux luttes sociales et ne votent pas massivement pour la gauche), la lutte contre l'oppression des femmes, donc contre le patriarcat, doit devenir une lutte prioritaire, puisqu'elle est au cœur de la lutte des classes.

Le mouvement des femmes est pratiquement seul aujourd'hui à se battre sur ce front. Si les partis de gauche ne l'y rejoignaient pas, la prise de conscience des femmes se ferait en dehors, voire aux dépens des institutions du mouvement ouvrier que certaines déjà remettent en cause.

Un socialisme autogestionnaire exige que les changements qui feront la rupture avec le capitalisme ne se limitent pas à la propriété des moyens de production (nationalisations), mais concernent aussi les formes d'organisation et de pouvoir (les modèles hiérarchiques et autoritaires de la société capitaliste). Une vraie rupture avec le capitalisme exige donc une rupture avec le patriarcat qui conditionne l'homme par le pouvoir qu'il détient sur les femmes et les enfants ; par ce pouvoir, il acquiert une mentalité qui l'amène à accepter et à défendre la hiérarchie et l'autorité.

Une vraie rupture avec le capitalisme suppose, d'autre part, que la société française soit en état de l'accepter.

Cela passe par une longue lutte politique et idéologique sur :

Quel type de croissance ? Quel modèle de consommation ? Quel partage du revenu et de la fortune ? Quel partage du travail ? Et, bien plus, quel travail ?

Et cela ne pourra se faire sans une large mobilisation des femmes.

Si, donc, nous voulons échapper au socialisme centralisé et bureaucratique, comme à l'impuissance sociale-démocrate, nous devons poser le problème de la place des femmes dans la société.

La répartition inégalitaire du pouvoir dans la société se retrouve à l'intérieur des institutions du mouvement ouvrier et bloque son avancée. Peu représentatif et insuffisamment démocratique, le Parti nous paraît inadapté à conduire la politique que nous venons de définir.

— Il a sept millions d'électeurs, mais moins de 200 000 adhérents, et qui ne représentent pas du tout l'éventail de la population, en particulier les femmes et les ouvriers.

— Il emploie un mode de pensée technocratique et, de plus, strictement masculin, d'où un langage inaccessible à la grande masse même de ses militants.

— Il prône l'autogestion à terme, mais refuse dans son comportement interne ce qui pourrait y conduire : l'accès aux responsabilités des femmes et des ouvriers, la rotation des tâches, les décisions et le travail collectifs, de nouveaux rapports de pouvoir.

— Plus grave même, son organisation est largement calquée sur celle de l'Etat : technocratie, hiérarchie, absence d'initiative à la base, décisions « préparées » au sommet et acquises par une fausse pratique démocratique, carriérisme politique, personnalisation excessive, etc.

Pour toutes ces raisons, le P.s. exclut de fait les femmes, les ouvriers, les jeunes, les immigrés... mais ne cesse de parler en leur nom. Or, un parti d'hommes et de cadres ne peut prétendre représenter la réalité sociale du pays.

La lutte des femmes doit donc devenir celle des socialistes aussi, puisqu'elle conditionne le succès de la lutte des classes.

C'est le préalable nécessaire à la victoire. Dès aujourd'hui, le Parti socialiste doit modifier son analyse politique, repenser sa stratégie et son mode de fonctionnement et accepter enfin d'être confronté au conflit fondamental : les rapports femmes-hommes. C'est à partir de là que nous pourrons nous attaquer aux problèmes de restructuration de l'Union de la gauche, de planification, de l'Europe et des rapports avec les autres peuples.

Il n'y aura pas de société socialiste autogestionnaire, voire pas de projet socialiste valable, sans la participation des femmes à égalité avec celle des hommes.

Voilà le préalable indispensable au déblocage de la situation sociale et politique.

Nous sommes féministes par fierté, par solidarité, par nécessité historique.

Nous appelons tous nos camarades, hommes et femmes, à en prendre conscience et à nous rejoindre dans notre analyse. Pour que la gauche, enfin, puisse parcourir l'autre moitié du chemin.

(1) Un proverbe chinois dit : « Quand sur dix pas on en a fait neuf, il reste encore à faire la moitié du chemin. »

La motion Pierret

La motion signée notamment de Christian Pierret, Jacques Guyard, Yves Durrieu et Marc Wolf s'intitule « Revenir à la ligne d'Epinay, union pour l'autogestion » et se définit dans son introduction de la manière suivante :

Il y a huit ans, le congrès d'Epinay avait donné à notre parti une orientation claire : Union de la gauche, rupture avec le capitalisme. Une puissante espérance populaire était née, qui s'est

brisée sur les réflexes d'appareils. Aujourd'hui, les travailleurs paient très cher l'offensive que la droite mène contre eux ; la division de la gauche les prive de tout recours politique. Le devoir de notre congrès est de faire renaître l'espoir.

Mais on ne peut pas se borner à invoquer le passé. Les travailleurs attendent que nous définissions les conditions qui rendent aujourd'hui possible une transformation radicale de la vie dans ce pays. Il est vrai que, depuis Epinay, et depuis la signature du Programme commun, les circonstances ont changé :

— On ne peut faire comme si l'Union de la gauche ne s'était pas cassée, mais il n'est pas possible de considérer cette rupture comme irréversible. Car l'union reste une nécessité absolue, elle est seule capable de donner un débouché politique aux luttes des travailleurs.

— La crise a profondément transformé les données de l'économie mondiale. Il s'agit de définir les conditions d'une rupture par rapport à ces données actuelles.

Or, le débat dans le Parti aujourd'hui semble se limiter :

— à ceux qui se prétendent les « purs et durs » de la stratégie d'Epinay, et proposent simplement de « résister » ou de « tenir bon » en attendant que les circonstances redeviennent favorables ;

— à ceux qui, sous prétexte d'adaptation aux réalités nouvelles, risquent en fait de remettre en cause les acquis d'Epinay, en particulier l'Union de la gauche et la rupture avec le capitalisme.

Ne pas tenir compte des circonstances nouvelles, c'est se condamner à l'impuissance, et renoncer, en fait, à une victoire dont les travailleurs ont besoin. Mais se résigner à la division de la gauche et repousser indéfiniment la perspective de la rupture avec le capitalisme, c'est renoncer à nous-mêmes.

Nous refusons le choix entre l'impuissance pour rester fidèle à soi-même et le renoncement pour arriver au pouvoir.

Pour rendre la stratégie d'Epinay efficace et mobilisatrice dans la France d'aujourd'hui, nous devons avancer des propositions neuves qui ne renoncent pas aux choix faits il y a huit ans mais les approfondissent. Nous avons besoin, à la fois, d'imagination et de réalisme.

Il ne s'agit pas, dans une motion, de répondre à toutes les questions, mais de trancher sur l'orientation politique et les objectifs que le Parti se donne pour les deux ans à venir. La nôtre se limitera aux points essentiels sur lesquels le congrès doit se prononcer :

1) relancer l'Union de la gauche ;

2) ancrer notre projet autogestionnaire dans les luttes d'aujourd'hui ;

3) définir les conditions actuelles de la rupture avec le capitalisme ;

4) rendre le Parti aux militants.

S'il y a accord sur ces points, la synthèse est possible. Le refus ne pourrait venir que de procès d'intention, d'exclusives sur les hommes ou les courants, ou de querelles pour le pouvoir.

Le premier devoir de notre congrès est de redonner confiance aux travailleurs. C'est possible, si toutes les forces qui constituent notre parti se retrouvent unies sur une ligne clarifiée.

---

l'éditorial de Claude Estier

16 février : le P.S. avec les sidérurgistes

CE vendredi 16 février marque une date dans la lutte pour l'emploi qui mobilise à l'heure présente des régions entières durement frappées par la politique Giscard-Barre. Les travailleurs du Nord, les ouvriers sidérurgistes de Lorraine et des Ardennes sont aujourd'hui au premier rang de cette lutte parce qu'ils sont les plus directement et les plus massivement atteints. Le Parti socialiste est à leurs côtés et, quand nous disons cela, l'action résolue que mènent sur le terrain les militants du P.s. suffit à montrer qu'il ne s'agit pas d'une clause de style.

Les sidérurgistes ne sont pas seuls. Les travailleurs de la S.f.p., ceux de Manufrance et des quantités d'autres sont pareillement victimes d'une politique dont la seule priorité est d'assurer la rentabilité du capital, quelles que soient les conséquences sur la vie des femmes et des hommes qui travaillent dans les entreprises que l'on a décidé de sacrifier. S'agit-il de secteurs devenus peu compétitifs parce que mal adaptés aux conditions de production moderne ? Manufrance est, peut-être, dans ce cas, mais peut-on en dire autant, par exemple, du laminoir d'Anzin, inauguré il y a moins de dix ans et dont il plaît aujourd'hui à Usinor de stopper l'activité ? Quelle preuve d'imprévoyance ! Quel dramatique gaspillage des deniers publics ! Le tout sans la moindre sanction, puisque le même pouvoir qui a laissé faire depuis vingt ans continue à subventionner les patrons de la sidérurgie.

Il n'est plus possible de laisser se développer cette politique. C'est bien pour cela que les ouvriers de Longwy ou de Denain se sont mobilisés avec une telle force. Certains ont osé les accuser de recourir à des formes d'actions violentes. Mais d'où vient la première violence si ce n'est du Pouvoir, qui, sans la moindre concertation, décide de les mettre à la rue, de les condamner à l'angoisse pour leurs familles, d'attenter à leur dignité d'hommes et de femmes par le drame moral qu'entraîne le chômage, ou même la mise à la retraite prématurée, sans perspective de retrouver un emploi là où l'on vit, où l'on est né, où l'on a ses attaches affectives ?

A cette lutte concrète que mènent au coude à coude des centaines de milliers de travailleurs de toutes catégories sociales, les débats actuels du P.s. — n'en déplaise à certains commentateurs — ne sont pas étrangers. L'enjeu du congrès de Metz est précisément de permettre au Parti socialiste — dont chacun sait bien que c'est de lui d'abord que dépend toute possibilité de changement — d'apporter les meilleures réponses, les plus efficaces aussi, aux préoccupations de toutes celles et de tous ceux qui expriment leur légitime révolte contre un pouvoir qui les écrase.

On peut ironiser sur certains aspects de ces débats, trop souvent d'ailleurs caricaturés par des commentateurs habiles à tirer telle ou telle petite phrase de son contexte. A croire qu'ils sont gênés ou déconcertés par le pluralisme et la liberté d'expression qu'ils ne sont évidemment pas habitués à trouver dans les autres formations politiques françaises. Cette vie démocratique, dont le P.s. montre l'exemple, ne va pas sans inconvénients. Mais préférerait-on un parti dogmatique, où tout est décidé d'en haut par quelques-uns ?

Qu'on ne fasse donc pas mine de s'indigner devant le spectacle — un peu confus, il est vrai, en certains cas — que donne une formation qui s'applique à elle-même ses conceptions autogestionnaires. D'autant qu'elle ne perd à aucun moment de vue le sens profond de son combat et que le vœu unanime de tous les auteurs ou signataires de motions, même s'ils diffèrent sur la voie à suivre, est bien de construire pour demain un Parti socialiste encore plus fort au service des travailleurs et de tous les exploités.

A QUOI SERT UN CONSEIL GENERAL?

Entretien avec Charles Josselin président du conseil général des Côtes-du-Nord



Les 18 et 25 mars auront lieu les élections cantonales. Ce scrutin renouvellera la moitié de tous les conseils généraux. Il concerne 1 844 cantons. « L'Unité » consacrera dans les semaines à venir plusieurs articles à l'action qu'ont menée, ces dernières années, des conseils généraux dirigés par les socialistes. Pour ce numéro, nous avons demandé à Charles Josselin, président du conseil général des Côtes-du-Nord, de nous parler de ces assemblées méconnues que sont les assemblées départementales et du projet de leur réforme, établi par le Parti socialiste.

« L'UNITE ». — Les élections cantonales sont celles des élections générales où l'on constate la plus faible participation des électeurs. Comment expliquez-vous cela ?

CHARLES JOSSELIN. — Ce n'est plus tout à fait vrai. On a quand même observé en 1973, mais surtout en 1976, un meilleur taux de participation. J'y vois, pour ma part, un début de politisation des élections cantonales. Pour autant, la vraie raison est dans la très grande méconnaissance, de la part des électeurs, du rôle du conseil général et dans la confusion de ses pouvoirs avec ceux du préfet. Ils ignorent souvent le rôle spécifique du conseil général, dont les décisions — je pense singulièrement au budget départemental — intéressent en fait tous les citoyens dans leur vie quotidienne.

— Quels sont donc les pouvoirs du conseil général ?

— Le conseil général vote un budget. C'est son acte politique essentiel, et c'est un budget important puisque, pour un département comme le mien, il est de 600 millions de francs. Cela signifie donc que les départements ont un rôle tout à fait important dans les investissements publics. Et, si l'on devait prendre les grandes rubriques du budget départemental, celle qui vient immédiatement à l'esprit c'est celle des Affaires sanitaires et sociales, concernant aussi bien la protection maternelle et infantile que les problèmes des handicapés, que l'hygiène sociale, que la prise en charge de certains assurés sociaux. Toujours par référence au budget des Côtes-du-Nord, l'aide sociale c'est 250 millions de francs. Ces fonds ne viennent pas seulement du département, ils viennent aussi de l'Etat et des communes. Aussi, ce qui coûte le plus cher au département, ce n'est pas l'aide sociale, c'est la voirie. Toujours pour mon département, la voirie c'est 4 300 km de routes, et c'est au total un budget de 100 millions.

Mais ces deux grosses dépenses ne sont qu'une partie des investissements du conseil général, puisqu'il faudrait y ajouter très souvent les programmes complémentaires en matière de construction scolaire du premier degré qui viennent compléter le programme d'Etat. On peut aussi, dans le même ordre d'idées, parler des interventions en matière de tourisme.

Il faut cependant savoir que — et c'est là toute l'ambiguïté du conseil général — la loi précise que le préfet prépare et fait voter le budget. Autrement dit, se pose là le rapport de forces entre l'administration préfectorale et les élus. Il faut bien reconnaître que, jusqu'à présent, le préfet est aidé par son armée de fonctionnaires départementaux face à des élus très isolés — et cet isolement est entretenu par le Pouvoir — qui n'ont pas le temps, bien souvent, d'étudier comme il le faudait les dossiers. Et donc, trop souvent, le pouvoir est en totalité repris par le préfet, qui, au lieu d'être simplement l'exécutif du département, est en fait celui qui donne les orientations.

Les socialistes essaient de s'opposer à cette tendance et de faire en sorte que les élus reprennent leur pouvoir. Dans des départements récemment gagnés par la gauche, on s'est aperçu que, même dans le cadre de la loi actuelle, il était possible d'y parvenir.

— Il y a donc une différence de nature entre un conseil général de droite et un conseil général de gauche ?

— Ce n'est pas le cas forcément de tous les conseils généraux de gauche et de tous les conseils généraux de droite.

Ce que j'observe, c'est que les initiatives les plus intéressantes qui ont été pri-

ses ces dernières années pour renforcer le pouvoir des élus par rapport à celui de l'administration préfectorale l'ont été par des conseils généraux de gauche. Soit par l'accroissement des moyens propres du conseil général, soit par la mise en place de comités départementaux du tourisme, de comités départementaux en matière culturelle, par le renforcement du rôle des comités d'expansion économique, on a vu les élus se doter enfin des outils d'étude et de planification qui leur permettent de fixer le cadre à l'intérieur duquel l'administration doit respecter la volonté des élus, c'est-à-dire la volonté de la population du département.

— Pouvez-vous citer quelques exemples ?

— L'exemple qui me vient immédiatement à l'esprit, c'est celui des fonds d'aide aux collectivités locales, des fonds de développement des collectivités locales mis en place dans la Nièvre depuis longtemps, dans le Lot, que la Gironde vient d'adopter, que les Côtes-du-Nord vont adopter très prochainement, et qui consistent à regrouper dans une même enveloppe budgétaire toutes les subventions aux communes en matière d'eau, d'assainissement, d'équipements sportifs, scolaires, et j'en passe, de répartir cette enveloppe entre les conseillers généraux, et chaque conseiller général a l'entière liberté de cette enveloppe en liaison avec les élus locaux. C'est un progrès extraordinaire, puisque ces réunions au cours desquelles l'enveloppe est répartie se fait — et ce n'est pas par hasard — en l'absence du sous-préfet. C'est-à-dire enfin pour les élus l'entière liberté de disposer de l'argent qu'ils ont levé auprès des contribuables.

Je pense à un autre exemple dans mon département, c'est le schéma routier départemental que nous avons réalisé et qui a fixé très clairement les priorités que le département entendait voir appliquer : priorité au transport des résidents du département plutôt qu'à la traversée triomphale par les touristes. C'est le refus des projets techniques performants que les ingénieurs des Ponts affectionnent particulèrement, et la préférence accordée à des aménagements raisonnables ; c'est le refus de la ligne droite systématique comme trop souvent les fonctionnaires de l'Equipement le souhaitent ; c'est, dans un autre ordre d'idées, la volonté pour le département de refuser l'escalade en matière de barrage à laquelle les administrations ont trop tendance à se laisser aller au nom de la performance technique.

— Mais il semble que le « Manifeste départemental » qui expose le projet socialiste aille plus loin et propose une véritable réforme des institutions départementales...

— Le projet socialiste sur les conseils généraux s'inscrit dans le combat que nous menons pour la décentralisation, et le département doit être pour nous à la fois un lieu de solidarité entre les communes rurales, un lieu de gestion d'un partrimoine propre, qui ne peut pas se réduire soit au niveau de la région, soit au niveau de la commune. Mais le département est pour nous un échelon essentiel dans une France décentralisée, ce qui ne veut pas dire du tout, bien au contraire, que nous revenons sur notre volonté de plein exercice, étant entendu qu'il faut bien séparer les fonctions : à la région le rôle de planification régionale, au département le rôle de gestion du patrimoine départemental.

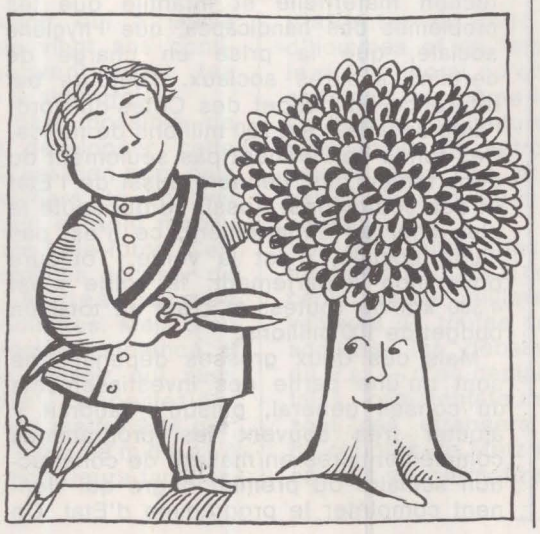
— Pour gérer ce patrimoine, il faudrait que le conseil général ait de nouvelles compétences ?

— Nous ne sommes plus à l'époque où le conseil général se préoccupait seulement des routes et des hôpitaux psychiatriques. Aujourd'hui, la prise en compte du cadre de vie, de l'environnement, de l'aide à l'habitat, à la protection du littoral, à l'aménagement des rivières est









n.r.s.

la nouvelle revue socialiste

Dans le numéro 38, vous trouverez :

L'EXPERIMENTATION SOCIALE
avec
Jean-Pierre Chevènement, Jacques Delors, Pierre Joxe, Jacques Mellick, Michel Rocard, Maurice Benassayag et Françoise Castro.

BULLETIN D'ABONNEMENT
(à retourner à la N.R.S., 12 cité Malesherbes, 75009 PARIS)

Je souscris un abonnement (un an) :

de 95 F ..... (étudiant)

de 115 F ..... (normal)

de 160 F ..... (soutien)

Ci-joint un chèque de ..... F

Nom et prénom .....

Adresse .....

.....

.....

essentiel. De la même façon, les conseils généraux sont en quelque sorte « responsabilisés » par la population sur les problèmes d'emploi, même si leurs moyens sont faibles.

Ils sont tenus de se préoccuper du développement économique de leur région, de la mise en valeur des structures agricoles, des appareils portuaires et aéroportuaires. Le développement économique est d'ailleurs devenu une de leurs préoccupations essentielles. Or, il va de soi que ces nouvelles compétences — si nous voulons éviter qu'elles soient reprises en quelque sorte par l'administration d'Etat — impliquent un nouveau fonctionnement des conseils généraux, qui passe d'abord par une réforme institutionnelle très profonde.

Nous voulons que l'exécutif départemental soit désigné par le conseil général. Car, pour nous, démocratie signifie que ce sont les élus qui se donnent leur exécutif : le président du conseil général, assisté d'un bureau, sera en quelque sorte le petit gouvernement du département. Il y a évidemment un problème de liaison avec le niveau national : nous pensons que le fonctionnaire d'Etat qui remplacerait le préfet aurait pour rôle essentiel de vérifier la légalité des décisions prises par les conseils généraux.

Deuxième réforme essentielle, c'est tout ce qui a trait aux pouvoirs de tutelle. Notre objectif, c'est de supprimer définitivement la tutelle du préfet. La meilleure solution serait de limiter le niveau national au vote des lois, mais que tout ce qui est arrêté ou décret d'application puisse être pris librement au plan local, de façon en plus à concrétiser cette revendication du droit à la différence, qui est aussi l'un des objectifs essentiels des socialistes.

Mais tout cela aussi implique une modification profonde des moyens financiers des conseils généraux, ce qui s'inscrit dans la réforme des finances locales que le P.s. propose et qui devrait permettre de porter la part des collectivités locales dans l'impôt de 20 % à 30 %, donnant ainsi de nouveaux moyens financiers aux conseils généraux par un transfert sur les départements d'un certain nombre de recettes fiscales qui sont actuellement confisquées par l'Etat.

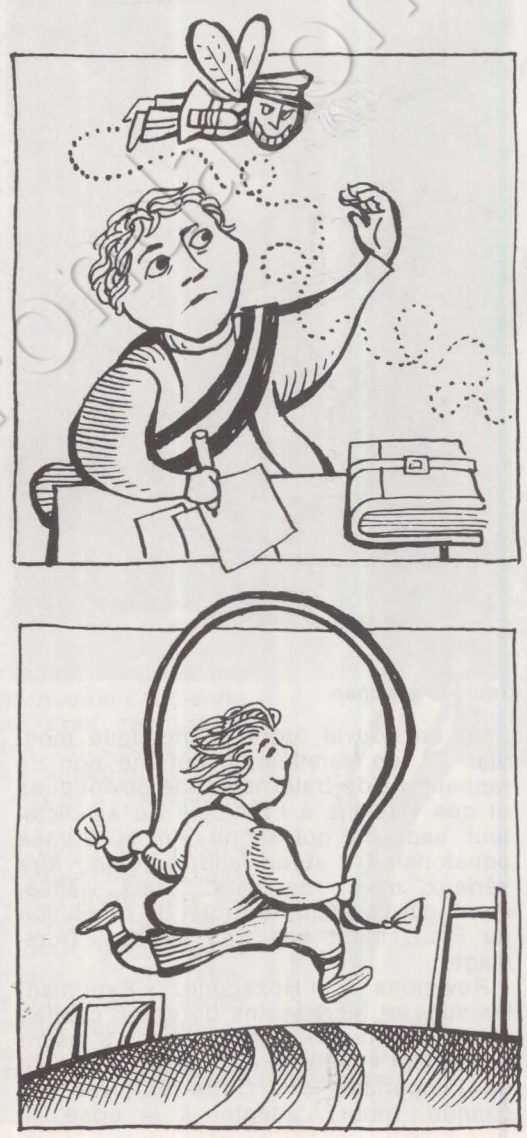
— Ne craignez-vous pas alors une atomisation du pouvoir ?

— Je ne pense pas qu'il faille craindre cette atomisation. Le sentiment national est déjà très fort. Je rappelle que nous situons notre projet dans une perspective de planification, qu'il y a un plan national, qu'il y aura des plans régionaux et que c'est à l'intérieur de ces cadres que l'action des conseils généraux doit s'inscrire.

Je crois qu'il faut que nous ayons conscience que le projet socialiste ne vaut qu'à la condition qu'à une planification qui porterait en elle des dangers de centralisme excessif corresponde une décentralisation des pouvoirs sur les collectivités locales. L'originalité du projet socialiste, c'est de réaliser l'équilibre entre un plan choisi par la collectivité nationale et des possibilités d'exécution au niveau local très différenciées, s'appuyant sur des collectivités de base très décentralisées.

Propos recueillis par
EMMANUELE PLAS





S.v.p. militants « spécial cantonales » 550-27-23

S.v.p. militants, mis en place sur décision de la commission nationale du Projet socialiste pour faciliter le travail de réflexion autour du questionnaire, continue sur sa lancée, mais en s'adaptant aux échéances électorales prochaines.

Pour aider les candidats aux élections cantonales et procurer aux militants l'appui dont ils ont besoin afin de mener à bien cette campagne, S.v.p. militants, en liaison avec la Fédération des élus (F.d.e.s.r.), le secrétariat à la Formation et la délégation nationale à l'Agriculture, a envoyé à tous les candidats (dont l'adresse a été communiquée par leur fédération) un dossier composé d'un catalogue de références sélectionnées pour cette échéance électorale et d'un argumentaire politique et de fiches techniques sur le rôle du conseiller général. Ce dossier a également été envoyé aux secrétaires fédéraux.

S.v.p. militants est à même de fournir tous les documents « spécial cantonales », mais aussi les textes généraux ou d'intérêt spécifique répertoriés dans le catalogue, qui comprend plus de soixante références. Citons, à titre d'exemple, le numéro 1 de « Terre et Travail », nouveau titre de « l'Unité agricole », la brochure « Politique agricole française » qui vient de paraître, les propositions de loi toutes récentes sur les loyers, les travailleurs immigrés, la vie associative, l'information en matière nucléaire, l'aménagement de la Loire, etc.

Pour se procurer le catalogue complet, ainsi que les conditions d'envoi des documents qui y sont mentionnés, il suffit de le demander par écrit à S.v.p. militants (P.s., 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris), ou par téléphone (550-27-23).

VERONIQUE NEIERTZ

P.c.: les "cent fleurs" dans un gant de fer

ON peut ainsi résumer les textes préparatoires au XXIIIe congrès du P.c.f. publiés dans « l'Humanité » du 13 février. Côté « cent fleurs », la liste est brève. L'autogestion, la modification des rapports sociaux de production, l'écologie, les femmes, la vie associative. Bref, la « récupération » — difficile d'employer un autre qualificatif — de mouvements, d'idées, de mots dont l'émergence s'est faite, le plus souvent, contre la volonté du P.c.f. Mais ne chipotons pas ! Il est bon qu'un grand parti reprenne ce qui naît, le formalise, le globalise, l'intègre à sa démarche. Il est réconfortant de voir utiliser des locutions comme « vivre mieux, vivre autrement », « produire plus et autrement », de voir que le marxisme-léninisme est redevenu le marxisme, ce dernier étant « le socialisme scientifique, fondé par Marx et Engels, puis développé par Lénine et d'autres dirigeants »...

A vrai dire, les « cent fleurs » s'arrêtent là. Vient alors ce qu'il faut bien considérer comme un gant de fer. Car le projet de résolution n'est qu'un long va-et-vient entre le XXIIe congrès, qualifié d'« historique » et le XXIe congrès, dont on ne ne parle jamais.

Or, si l'emballage a une tonalité indéniablement ouverte, si la forme permet, ici ou là, de dire : « Tu vois, ils changent », le fond, la structure du texte, tout ce qui conditionne l'action du P.c.f. a une tonalité nettement plus dure.

En ce domaine, aucune surprise : la crise est grave, tant sur le plan national qu'international. L'impérialisme, pour tenir, face aux luttes menées par les peuples, n'a qu'une seule issue de secours, la social-démocratie. En France et ailleurs, « ce qui caractérise » l'évolution de cette dernière « depuis les années 1974-1975, c'est sa participation active à la stratégie de contre-offensive du capital ». Que ce soit à l'échelle planétaire avec l'Internationale socialiste ou hexagonale avec le P.s., l'analyse « marxiste » produite par le P.c.f. se résume à la répétition du slogan de « virage à droite ». Inutile d'ailleurs de chercher dans le texte la moindre « preuve ». Tout est basé sur la répétition inlassable, l'apriorisme, ou tout simplement la déformation. Pas un seul exemple concret, pas la moindre démonstration.

Un exemple « international » : pour l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine, les efforts de l'Internationale socialiste tendraient à « contenir dans le cadre de leur système de domination les mouvements d'émancipation nationale et sociale des peuples des pays en développement ». Il serait intéressant de poser la question aux Nicaraguayens, aux Argentins et à quelques autres. Aux gouvernements de pays comme la Guinée-Bissau, aux experts économiques des pays du tiers monde les plus engagés dans la lutte pour un nouvel ordre économique mondial. Et, en parallèle, il eût été bon de rappeler l'aide fraternelle des Soviétiques et des Cubains à l'Ethiopie ou au dictateur sanglant qui règne sur la Guinée équatoriale ! Il aurait fallu, à vouloir être sérieux, mixer tout cela... Mais, visiblement, sur ce point, le projet de résolution du P.c.f. n'est pas très sérieux. Dommage.



Georges Marchais.

Revenons à l'Hexagone. « Exprimant les vues et les besoins du grand capital, la politique du pouvoir giscardien s'inscrit totalement » dans la « stratégie mondiale de l'impérialisme ». Cette dernière est connue : pour s'adapter à la crise, la bourgeoisie a besoin d'un pouvoir stable, ce qui en France passe « par l'obtention, sous une forme ou une autre, du concours du Parti socialiste à l'application de la politique antisociale et antinationale du capital ». Et, cela ne surprendra pas, « le P.s. a ouvert la porte à cette perspective et s'est engagé dans la création des conditions de sa réalisation ». Passons sur le langage, qui dénote tout de même que la phrase est dure à écrire. Venons-en aux faits : « Dès 1974, il (le P.s.) a manifesté de fortes réticences à développer l'action contre la politique d'austérité et de fortes propensions à céder à la fascination giscardienne ».

Vous avez bien lu. 1974, c'était l'année de l'élection présidentielle, celle où Georges Marchais félicitait François Mitterrand pour sa campagne. C'était aussi l'année du XXIe congrès, celle du début de la polémique. Certes, ce congrès — qui fut celui de Roland Leroy — est aujourd'hui rarement cité, sa résolution finale enfouie dans les archives. Pourtant, si on mélangeait les textes du XXIe et du XXIIe congrès, le premier pour le fond, le second pour la forme, on obtiendrait ceux du XXIIIe. Ce qui explique la rapidité de la démonstration : le P.s. avait décidé de briser l'union, pratiqué le double jeu, mené la France à son déclin. Ouf !

Pour les militants communistes, cette partie passera sans problème : ils ont l'habitude de l'incantation et savent, même s'ils ne sont pas d'accord, qu'il serait difficile aujourd'hui de s'y opposer. Ce qui fera problème dans ce long texte, c'est tout d'abord l'attitude face à l'U.r.s.s. — « le bilan des pays socialistes est globalement positif » —, puis le fonctionnement interne du Parti. Laissons-leur ce dernier point, le mode de fonctionnement d'un parti étant l'affaire de ses militants. Faut-il tout de même noter l'épidémie qui semble se développer chez les cadres communistes : rarement un aussi grand nombre n'a démissionné pour raison de santé... Quant à l'analyse de la réalité soviétique, de « ce que l'on a pris l'habitude d'appeler le « stalinisme »... » (comme c'est gentiment dit), elle a de quoi laisser sur leur faim ceux qui aspiraient au changement. N'offrant qu'un « globalement positif » ou une « rupture », la direction, tout en proposant de nouveaux statuts, bloque ainsi toute discussion sur le passé, celui de l'U.r.s.s. et le sien, sur les raisons du fonctionnement actuel du Parti, sur son futur.

Il peut sembler étrange, après cela, de voir le P.c.f. réclamer à son profit un « rééquilibre de la gauche ». Car, si à ses yeux la gauche a été déséquilibrée, si le P.s. a retrouvé le chemin du succès, encore faudrait-il en comprendre les raisons. En ce domaine, le volontarisme ne suffit pas. Certes le P.c.f. continuera, pour un temps, à engranger des adhésions : tout simplement parce qu'elles ont changé de sens, que les « sympathisants » d'antan en viennent à « prendre leur carte », sans pour cela se lancer dans l'action.

Mais, au-delà, « rééquilibrer » la gauche implique bien d'autres décisions et, surtout, une autre pratique. Georges Marchais, présentant les documents préparatoires au XXIIIe congrès, parlait d'une « démarche de combat ». Mais celui qu'il mène est douteux, et ses conséquences peuvent être tragiques. Pas seulement pour le P.c.f. mais pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Car la régression n'a jamais fait avancer les choses !

GUY PERRIMOND

changer la vie politique

Projet socialiste : un rêve sérieux

Cela avait commencé par des questions. 216 réparties en cinq grands secteurs. En juillet dernier — « l'Unité » les avait publiées —, les militants les avaient reçues en devoir de vacances. Puis le temps a passé. Ici, on a pris ces questions au sérieux. Là, un peu moins. L'évaluation statistique établie par Véronique Neiertz, publiée dans « le Poing et la Rose », a montré les thèmes qui avaient accroché, les questions abandonnées.

Ce « sondage » — et jusqu'à présent aucun parti politique n'a osé demander à ses militants de répondre à des questions plutôt que d'approuver, voire d'amender des réponses — est instructif. 63 % des réponses portaient sur le travail, 53 % sur le temps libre (sur ces deux thèmes, « l'Unité » a publié une évaluation des réponses), 38 % sur le pouvoir, 37 % sur la crise, 3 % sur la France dans le monde.

Samedi 10 février, une convention nationale sur le projet avait lieu. Il ne s'agissait pas d'établir une synthèse. Car, à partir des premières réponses, encore fallait-il qu'un va-et-vient ait lieu. Cinq commissions ont établi un premier rapport, certaines résumant les textes des sections, d'autres les formalisant. Or, les premières réponses des militants soulèvent autant de questions qu'elles apportent de réponses. Il était donc nécessaire que le Parti, collectivement, réfléchisse, débatte. Que s'affrontent interrogations et réponses. Puis, « sautant » le congrès puisque le calendrier l'impose, qu'une commission rédige une « esquisse » de projet. C'est alors que le Parti tout entier pourra voter un texte qui sera le Projet socialiste.

Depuis longtemps, le mouvement socialiste a été en ce domaine fort démuni. Certes, il n'a pas manqué de déclaration fondamentale, de programme, voire pour de nombreux militants d'utopie. Mais, si les premiers sont utiles à un parti, par leur logique, leurs promesses, la description de l'avenir immédiat, si la seconde, cette part de rêve nécessaire, permet de supporter les reflux, de conserver malgré tout l'espoir, un projet, s'il correspond à une époque, s'il prend en compte les revendications des classes et couches porteuses de changement, a une tout autre importance. On comprend mieux, dès lors, la « structure » des rapports.

Les débats de la convention ne pouvaient pas ne pas être marqués par la préparation du congrès. Dès lors, certains questionnaient plus qu'ils ne l'auraient fait en temps normal, d'autres répondaient un peu plus qu'ils ne l'auraient fait. En dehors des rapporteurs, les intervenants ont donc à la fois illustré les questions actuelles et posé des jalons sur les débats à venir.

Car ceux-ci seront nombreux. Un projet doit être un texte « lisible », non seulement pour les militants, mais pour tous ceux que le socialisme doit convaincre. Il doit prendre en charge les intérêts — et les pulsions — du front de classe, donner à espérer — à rêver, demandait avec raison Jacques Attali —, tout en ayant la rigueur nécessaire, c'est-à-dire en étant sérieux avec ses rêves. Or, la complexité de la société française, l'internationalisation des problèmes, la profondeur de la crise économique font qu'il est parfois difficile qu'un projet ne ressemble pas à un catalogue. L'ambition du P.s. est d'y parvenir. Rendez-vous en octobre.

A.V.

Un syndicat abusif

Bertrand Fenet, maire (P.s.) de Tourrette-Levens (Alpes-Maritimes), est excédé. Il a demandé une enquête administrative sur les agissements du syndicat intercommunal comprenant vingt-sept communes et présidé par Joseph Raybaud (Gauche démocratique), conseiller général des Alpes-Maritimes et maire de la commune voisine de Levens. Il en a fait part dans une lettre au président de la République.

En effet, depuis deux ans, Bertrand Fenet se bat pour exercer un contrôle effectif sur ce syndicat, auquel l'ancienne municipalité avait délégué la gestion des principaux dossiers de la commune, des travaux du stade à l'éclairage public.

Un détail qui a son importance. Le syndicat ne s'est pas réuni pendant quinze mois, de septembre 1977 à décembre 1978. Et surtout, depuis deux ans, le maire de Tourrette-Levens se voit refuser l'accès aux documents budgétaires et autres pièces concernant le syndicat. Pour lui, l'affaire est



Barry Crockett, vu par Solo.

entendue : Raybaud veut empêcher la commune d'être gouvernée par la municipalité qu'elle a élue. Notamment par un maire socialiste, qui se présente contre lui aux prochaines élections cantonales.

Alençon : le maire contre le conseil général

Pierre Mauger, maire (P.s.) d'Alençon, vient d'écrire au président de la République pour lui demander une audience. Un grave différend oppose, en effet, la municipalité d'Alençon et le conseil général de l'Orne, dont le président est membre du R.p.r.

Sans consulter ni la municipalité ni les habitants, le conseil général a pris sa décision, le 25 janvier, de construire sur un terrain qui lui appartient dans un vieux quartier d'Alençon (en instance de classement comme site protégé) un immeuble pour la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, alors que la municipalité lui propose un terrain viabilisé situé dans la Zup de Perseigne, quartier dortoir qui serait revitalisé par l'implantation des 4 000 m² de la D.d.a.s.s.

Cette proposition de la municipalité a, de plus, l'avantage de coûter moins cher, de ne pas obliger à démolir une ancienne ferme typique et de ne pas poser de problèmes de sécurité pour les enfants des nombreuses écoles qui entourent le futur immeuble de la D.d.a.s.s. là où le veut le conseil général. Giscard respectera-t-il ce que lui-même et ses ministres prônent quant à la maîtrise des communes sur leur urbanisme ? La balle est dans son camp.



L'appel de Yaoundé, vu par Pym.

Sport et racisme

Le 16 février, le comité directeur de la Fédération française de rugby doit statuer sur une question qui semble lui poser quelques problèmes. Faut-il confirmer l'invitation à l'équipe de rugby d'Afrique du Sud pour une tournée en France ? En France seule, car les autres pays de l'International Board (la Fédération internationale de rugby) se refusent à inviter une équipe officielle du pays de l'apartheid, malgré les exhortations de la F.f.r.

Le gouvernement français a discrètement conseillé à Albert Ferrasse, le président de la Fédération, dont les attaches avec la majorité sont connues, de ne pas donner suite à un projet prévu de longue date. Le président de la F.f.r., qui s'est engagé auprès des Sud-Africains, voudrait que le gouvernement lui signifie explicitement l'interdiction de cette invitation. Le gouvernement s'y refuse, au nom de « l'indépendance des fédérations sportives ». Il paraît qu'il ne faut pas confondre sport et politique, mais faudrait-il confondre sport et racisme ?

changer la vie sociale

E.d.f.-G.d.f. : pour le service public

Le mardi 6 février, les gaziers et électriciens ont manifesté dans toute la France. A Paris, ils se sont rassemblés à 10 heures au siège des directions générales pour se rendre en cortège au siège du ministère des Finances, place du Palais-Royal.

Ces manifestations ont marqué la volonté du personnel d'E.d.f.-G.d.f. de faire ce qui est en son pouvoir pour stopper la dégradation du service public...

La grande panne du 19 décembre et les délestages régionaux de début janvier constituent un degré jamais atteint de cette dégradation... Et cela peut se reproduire cet hiver ou les hivers prochains...

La continuité du service public, ont expliqué les grévistes, n'est plus assurée et sa qualité est aussi compromise par les réformes de structures et modifications de relations avec les usagers : suppression de points d'accueil, libre-service, autorelève, compression d'effectifs, augmentation des délais d'intervention chez l'abonné.

En descendant une nouvelle fois dans la rue à l'appel de la C.f.d.t. et de la C.g.t., les électriciens et gaziers ont exigé que les moyens soient donnés aux deux établissements publics pour accomplir leur mission au service de tous les usagers. Elles ont également protesté devant le constat qu'aucune mesure significative n'a été prise depuis la panne du 19 décembre.

Le S.o.s. de Manufrance

Les travailleurs de Manufrance sont montés à Paris, le 13 février, pour obtenir du ministre de l'Economie une aide — promise depuis plusieurs mois. Les 2 600 salariés de l'entreprise stéphanoise ont également besoin d'une aide pour imprimer le catalogue 1979, sans lequel le département « vente par correspondance » est sacrifié.

Quant au tribunal de commerce de Lyon, il n'a pas voulu accorder au nouveau P.d.g., René Mestries, le délai de quinze jours qu'il avait demandé. Il a transformé le régime de « suspension provisoire de poursuite » en règlement judiciaire. Attention : règlement judiciaire ne signifie pas liquidation de biens. Dans le premier cas— le nouveau régime de Manufrance—, l'entreprise poursuit son activité, mais le conseil d'administration et le P.-d.g. sont « surveillés » par deux syndics. Si l'Etat ne se décide pas à faire quelque chose pour sauver Manufrance, le dépôt de bilan semble inévitable, la paye de février n'étant pas, pour le moment, assurée.

Quelle sera, dans un premier temps, la réaction du ministre de l'Industrie au plan de redressement — le septième en cinq ans — que lui a présenté, le 13 février, René Mestries ? Accordera-t-il les 12 millions de francs promis depuis longtemps ?

La mort en travaillant

Cinq morts au travail le jeudi 8 février.

L'un sur un chantier de Sucy-en-Brie, dans le Val-de-Marne. Quatre ouvriers ont été ensevelis dans une tranchée. Trois ont pu être dégagés après des heures d'efforts, mais l'un des travailleurs a été tué. Cet accident a eu lieu à la suite d'un éboulement, dont les nombreuses pluies sont en partie responsables. En partie seulement, car l'accident serait dû aussi à des insuffisances de sécurité.

L'autre drame a eu lieu, le même jour, chez Sacilor, à Seremange, en Moselle. Quatre peintres d'une entreprise sous-traitante sont morts asphyxiés dans une cuve. Les organisations syndicales C.g.t. et C.f.d.t. ont recensé « un certain nombre d'anomalies pouvant engager la responsabilité de Sollac et de l'entreprise de peinture Nicoletta ».

Deux accidents qui viennent rappeler que le travail blesse 100 000 personnes par an et en tue 2 000 : 6 morts par jour, le plus souvent dues à des négligences patronales, aux exigences de rentabilité faisant passer la sécurité au second plan.

L'assurance d'un minimum mensuel

Ils sont descendus dans la rue le 14 février. C'est la quatrième fois en moins d'un mois que les employés d'assurances manifestent leur colère. Dans certaines compagnies, des comités de grève ont été créés, des assemblées générales ont lieu tous les matins.

Principale raison de ce mécontentement : le rattrapage du pouvoir d'achat, l'augmentation du salaire minimum. Au lieu de salaires variant, à l'embauche, entre 2 000 et 2 400 francs, ils réclament un minimum de 2 600 francs.

On n'aime pas les délégués chez Saint Frères

Le tribunal administratif d'Amiens, dans son jugement rendu le 10 janvier 1979, annulait la décision du ministre Durafour licenciant Daniel Torqueo, délégué C.f.d.t. Fort de

La difficulté d'être "flic"

Longwy, Nantes, Denain, Saint-Etienne... Autant de noms qui évoquent aujourd'hui l'action engagée par des travailleurs victimes de licenciements, avec l'appui de toute une ville, sinon toute une région. A l'indifférence stupéfiante du gouvernement Barre devant les conséquences sociales et humaines de sa politique répond la détermination de ceux qui ne se résignent pas au sort que l'on voudrait leur imposer sous couvert de « fatalité » de la crise. Placés le dos au mur et parfois au bord du désespoir, comment tous ces travailleurs s'en tiendraient-ils aux seules actions syndicales classiques, telles que grèves, manifestations et pétitions ? Des débordements sont à peu près inévitables dans de telles situations. Les confédérations syndicales en sont bien conscientes. Elles ont tenu à mettre le gouvernement et le patronat face à leurs responsabilités dans le climat social explosif du Nord, de l'Est et de l'Ouest. Les quelques concessions accordées la semaine dernière aux sidérurgistes n'ont abusé personne.

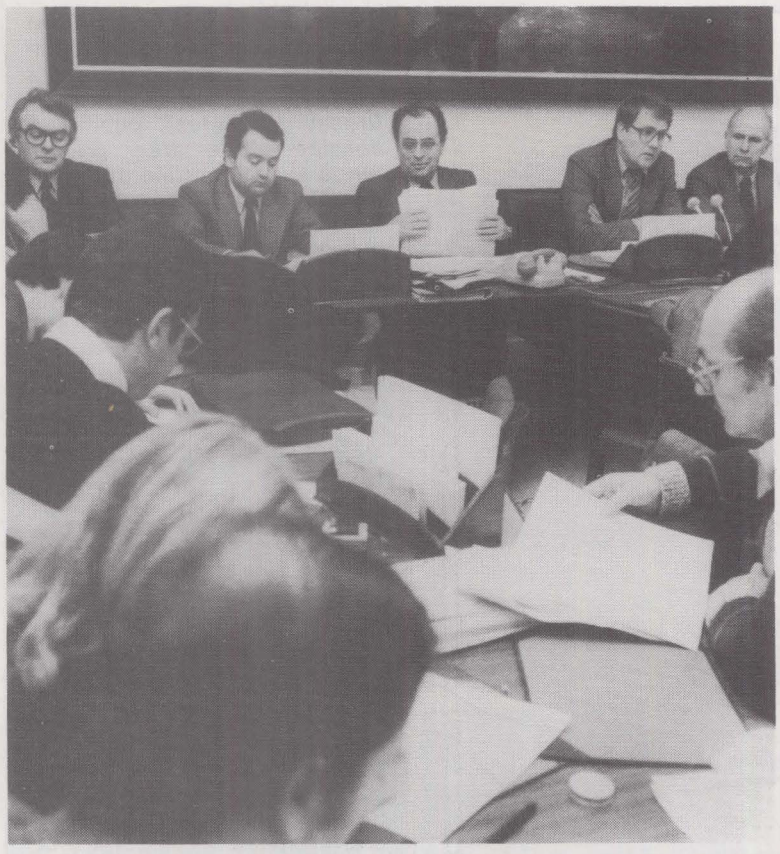
A côté de cette « carotte » rachitique, destinée à gagner du temps, le gouvernement utilise les forces de l'ordre, à commencer par les C.r.s. et les gendarmes mobiles, pour contenir la colère populaire. Contrairement aux gendarmes, les policiers — comme civils — disposent, avec la F.a.s.p. (Fédération autonome des syndicats de police), d'une organisation syndicale puissante, représentative et revendicative. Les milliers de policiers descendus dans la rue le 20 janvier ont bien montré que le régime ne peut pas compter sur une police à sa botte, sans réserves.

Le 8 février, une délégation de la F.a.s.p., emmenée par son secrétaire général, Henri Buch, a rencontré une délégation de la Fen conduite par André Henry. Les deux délégations ont longuement débattu du rôle et des missions d'une police républicaine, réellement au service des citoyens dans la nation. « Elles ont, dit leur communiqué, constaté leur identité de vues sur les problèmes posés par la situation de l'emploi et exprimé leur inquiétude commune quant à l'utilisation des forces de police et de gendarmerie dans les conflits sociaux. »

Il se pourrait que la F.a.s.p. rencontre assez prochainement les grandes confédérations ouvrières. Pour les responsables syndicaux de la police, la situation n'est pas simple. D'un côté, ils se sentent solidaires des travailleurs en lutte pour la défense de leur emploi. De l'autre, ils sont les porte-parole d'une catégorie de salariés utilisés par le gouvernement pour maintenir l'« ordre » contre les victimes de sa politique.

Ce rôle des « flics » dresse naturellement une partie de la population contre eux. Le 9 février au soir, près de Roissy, les 2 500 occupants des 48 cars de sidérurgistes d'Usinor-Denain ont affronté pendant plus d'une heure les soixante hommes des deux sections de la C.r.s. 9 en poste à Roissy. On a déploré des blessés de part et d'autre, dont 37 chez les C.r.s., qui comptent même quelques blessés sérieux. A Longwy, le commissariat a été attaqué après que le ministère de l'Intérieur eut — habilement — décidé d'employer les policiers locaux — et non les C.r.s., dont c'est habituellement la mission — pour expulser les travailleurs qui occupaient leur usine. La population locale a été invitée à mettre les familles de policiers en quarantaine, y compris leurs enfants à l'école. La solidarité des policiers et de la population qui aurait pu s'ébaucher paraît désormais bien compromise.

Cette évolution inquiète les syndicats de policiers. Pour Henri Buch, s'en prendre ainsi aux membres des forces de l'ordre et à leurs familles revient à se tromper de cible. « C'est le gouvernement, dit-il, qui est responsable de la crise que nous traversons. Le plus grave est qu'il



Les socialistes planchent sur la sidérurgie

Journée d'action nationale dans la sidérurgie ce vendredi 16 février. Dans les régions « sinistrées », des formes d'action originales sont à l'ordre du jour. Ainsi, l'intersyndicale interprofessionnelle de Longwy (C.g.t., C.f.d.t., C.g.c., F.o. et Fen) a invité toute la population du bassin à participer à la grève. Elle a également demandé aux salariés de marquer, par des actions dans leurs entreprises, « leur volonté de négociation tripartite pour le maintien et la modernisation de la sidérurgie, l'arrêt immédiat de tout licenciement... » Car l'intersyndicale de Longwy n'a guère d'espoir dans les négociations amorcées la semaine passée avec le ministre du Travail. Elle précise dans un communiqué : « Il nous apparaît, vu de Longwy, que le gouvernement manœuvre pour gagner du temps, misant sur un effritement des luttes ».

Le P.s., pour sa part, a réuni le samedi 10 février des sidérurgistes venus de toute la France. Cette réunion de travail, présidée par Pierre Bérégovoy, chargé du dossier de la sidérurgie, a permis d'affiner encore les solutions proposées par les socialistes pour sortir de la crise ce secteur d'activité.



M

MESSIEURS RAYMOND BARRE - ETCHEGARAY
SES PARENTS

LES PARTENAIRES DU MARCHÉ COMMUN, LES CRS
LEURS AMIS

ont la douleur de vous faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

USINOR DENAIN

décédée paraît-il, à Paris le 12 Décembre 1978.

L'INHUMATION N'AURA PAS LIEU

Les Sidérurgistes vous invitent à ne pas assister aux funérailles prévues le 22 Juin 1979.

Les 5.000 licenciés accepteront le repentir du Premier Ministre s'il fait amende honorable.

SECTION LOCALE CFDT - DENAIN

Tract diffusé par les ouvriers d'Usinor dans le Valenciennois : l'inhumation n'aura pas lieu.

ce jugement, le mardi 6 février, Daniel Torqueo, accompagné des délégués C.f.d.t., se présente à l'usine de Saint Frères à Flixecourt pour poursuivre son activité professionnelle, interrompue par la décision de Durafour.

La direction Saint Frères — une usine du groupe Willot— a refusé la réintégration immédiate. Prétexte : la suppression du poste. De plus, la direction se cantonne dans une possibilité de réembauchage de Daniel Torqueo... Affaire à suivre.

En panne d'information

Répression à S.o.s.-Dépannage. La direction intente un procès à deux délégués syndicaux accusés d'avoir donné des informations à la presse après sa mise en cause par le mensuel « Que choisir ? ».

A quatre reprises, la demande de licenciement formulée pour l'un de ces délégués avait été refusée par l'Inspection du travail.

Violence en sous-sol

L'insécurité dans le métro était la raison de la grève d'une heure qui a eu lieu le vendredi 9 février, à l'appel des cinq syndicats du personnel de la R.a.t.p.

La violence en sous-sol, en effet, augmente, et deux faits divers sont venus le rappeler dernièrement. Le 1er février, un gendarme en fonction était tué à la station Montparnasse-Bienvenuë. Trois jours plus tard, c'était au tour d'un agent de la R.a.t.p., d'être blessé alors qu'il participait à un contrôle à la station de Vincennes du R.e.r. Et, au cours du dernier semestre, on dénombrait 60 voyageurs et 21 membres du personnel agressés. Dans cette manifestation, C.g.t., C.f.d.t., F.o., autonomes et C.f.t.c. ont dénoncé en commun l'attitude de la direction et des pouvoirs publics qui conduit à « la situation intolérable que les usagers et les agents du réseau ferré connaissent en ce moment ».



laisse délibérément, ainsi que le patronat, des situations pourrir dans des régions entières. Que veut dire la mobilité de l'emploi pour les travailleurs ainsi licenciés ? Où iraient-ils et pour quoi faire dans le contexte actuel ? Nous considérons qu'il y a sûrement autre chose à faire que d'employer la force publique contre ces hommes qui se battent pour défendre leur emploi. Cela étant, notre fonction nous interdit de désobéir aux ordres tant qu'ils ne sont pas illégaux. »

Pour les policiers du G.s.e.-police (pour tout contact, leur écrire, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris), la solidarité des policiers avec le reste de la population trouve ses limites dans le fait que la majorité des policiers n'ont pas une conscience politique claire des causes et conséquences des conflits sociaux, car ils sont confortés par le sentiment d'agir légalement dans l'exécution d'un ordre ou d'un jugement. Ces policiers socialistes constatent que « le gouvernement appréhende vivement tout rapprochement éventuel de la police et de la population. Une nouvelle preuve vient d'en être apportée avec la suspension d'un gardien de la paix d'Orly, délégué syndical C.g.t., « coupable » d'avoir apporté son soutien moral aux travailleurs d'Air France en lutte pour leurs conditions de travail ».

Inévitablement, les policiers sont appelés à jouer le mauvais rôle tant que la classe au pouvoir les utilisera contre celle dont ils sont eux-mêmes issus. Une situation qui n'a rien de nouveau, mais qui semble aujourd'hui beaucoup peser aux plus politiquement conscients d'entre eux. Le gouvernement sait d'ailleurs que, dans certains cas, il est plus « sûr » d'utiliser la gendarmerie. Pour le moment, il paraît se méfier d'une situation dont la gravité et l'étendue géographique sont telles que les moyens classiques ne suffiraient sans doute plus à la contrôler en cas de véritable affrontement. Alors, il ferme les yeux sur des « excès » sévèrement réprimés en d'autres temps, concentrant l'effort du maintien de l'ordre sur la protection des bâtiments publics et celle des personnes. Mais cette « tolérance » suffira-t-elle à éviter le débordement du mécontentement ? On peut en douter.

JEAN-LOUP REVERIER

changer la vie quotidienne

Encore un internement abusif

C'est une femme, cette fois, Denise Dumez, qui se retrouve internée en placement d'office à Sainte-Anne, à Paris. Pour avoir refusé les visites d'un importun alors qu'elle attendait d'être opérée à l'hôpital Broussais. En fait, elle a été opérée, pour l'ablation d'un kyste à l'ovaire. Mais à l'hôpital psychiatrique !

Les infirmiers de Sainte-Anne ont donc décidé de soutenir Mme Dumez. Ils ont signé une pétition, estimant qu'elle n'avait rien à faire dans un hôpital psychiatrique. Mais, comme elle a été internée en placement d'office — sur avis du préfet —, la procédure pour la faire sortir de là promet d'être longue. Comment elle y est entrée ? Le G.i.a. (Groupe d'information sur les asiles) ne voit qu'une réponse : il y a quinze ans, elle a séjourné pendant un mois dans un asile, déprimée par son divorce. Son dossier l'a suivie. Et elle s'est fait hospitaliser à Broussais pour affaiblissement général et sous-alimentation.

Il y a un mois, Denise Pavil était internée à Sainte-Anne dans des conditions semblables. Elle est libre aujourd'hui, comme le sera sans doute Denise Dumez, grâce à l'action des infirmiers, à la pression de la presse. Mais le G.i.a. rappelle la gravité de cette loi, que la réforme proposée par le sénateur Caillavet ne compte pas du tout atténuer, au contraire : elle laisse aux préfets d'exorbitants pouvoirs et limite l'application de l'article libérateur sur lequel se sont appuyées bien des victimes de l'internement abusif.

La terre socialiste...

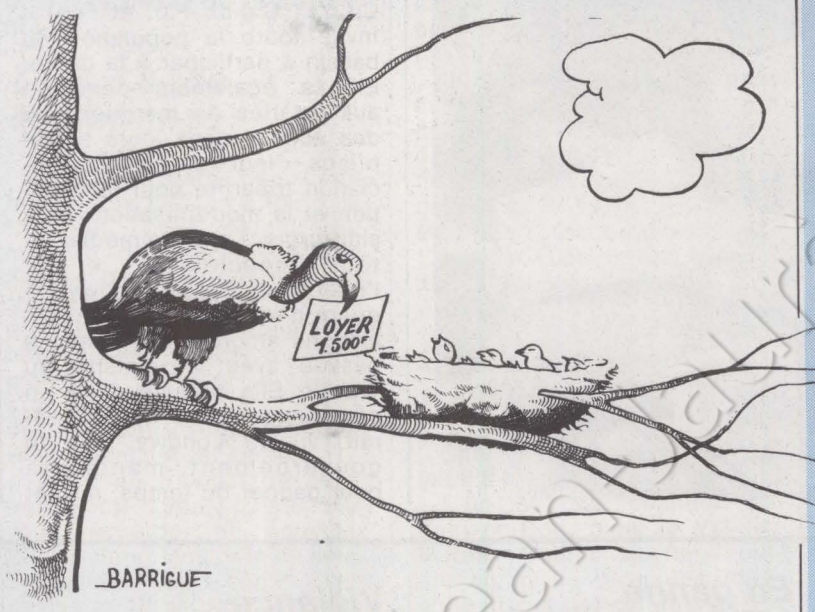
Un regard original dans le nouveau mensuel agricole du Parti socialiste : « Terre et Travail », qui prend le relais de « l'Unité agricole ».

Les rubriques : Pour une autre Europe, Vivre et travailler au pays, Elections, Actualités. Et un dossier du mois : comment faire revivre le milieu rural, alors que la politique actuelle organise sa mort lente ?

... et la mer socialiste

Le Parti socialiste poursuit ses réflexions sur la mer. Le samedi 24 février à l'Assemblée nationale (4e bureau, 9 h 30), il invite tous les militants et experts intéressés à participer au débat. Et il organise à Brest, les 2 et 3 mars, des journées sur le thème : « les Socialistes, l'Europe et la mer ».

Y seront présentés les rapports préparés le 24 février et un débat sur l'aménagement du littoral et les pouvoirs des maires. (Contact : J.-C. Remaury, mairie de Brest, ou G. Bacq, Assemblée nationale.)



Immobilier : les prix s'envolent

Sur le front du logement, ça va de plus en plus mal. D'abord, la construction : la Fédération nationale du bâtiment vient de publier sa note conjoncturelle. En 1978, l'emploi a reculé de 5,8% et l'activité de 8%. Depuis 1968, une entreprise sur trois a disparu. Le nombre des nouvelles mises en chantier continue à baisser ; même le marché de la maison individuelle stagne. La politique d'austérité du gouvernement, avec une baisse des investissements publics, inquiète lourdement les professionnels. Leurs prévisions pour 1979 ne sont pas roses ; nouveau recul d'activité pour la cinquième année consécutive ; seul le secteur de l'amélioration des bâtiments devrait progresser.

Du côté des prix, c'est un rapport de la Fnaim (Fédération nationale des agents immobiliers) qui sonne l'alarme. Les agents immobiliers sont pourtant contents. Sans complexe, ils affichent de bons résultats d'activité pour l'année passée. Mais l'évolution des prix les inquiète. Ils constatent que, les Français voulant retourner dans le centre des villes, la pénurie s'installe. A Paris, c'est presque déjà chose faite, et les prix s'envolent au rythme de 12 à 15% par an. Les grandes agglomérations de province suivent la même évolution. A l'intérieur même de Paris, le mètre carré est passé de 7 000 F en juin 1977 à 8 200 F au début de cette année ! L'enquête de la Fnaim nous promet que la capitale intra-muros tout entière va bientôt ressembler au 16e arrondissement avec son mètre carré à 9 000, 20 000 F et plus... Les loyers, bien sûr, suivent : ce n'est pas leur récente « libération » qui va arranger les choses.

La loi que le gouvernement a fait voter et qui limite les hausses à venir, les sociétés immobilières essaient déjà de la tourner. Par exemple, la société Foncina, qui refuse, au 13 de la rue Gandon, dans le 13e arrondissement de Paris, de présenter de nouvelles propositions de bail aux 87 personnes sur 160 locataires dont elle a résilié les baux au 1er janvier. Sa tactique : attendre qu'une nouvelle loi l'autorise à n'accorder que des baux garantissant les loyers pendant une année seulement, alors qu'en tant que S.i.i. elle est tenue de proposer à ses locataires des baux de trois ans.

Ce n'est encore qu'un cas, mais sûrement pas un cas unique. Les bagarres autour des loyers, à condition que les locataires répliquent, s'annoncent dures pour les mois à venir.

« Ouest-Unité » et le nucléaire

A l'heure où Giscard décide de relancer le programme nucléaire en accélérant les projets de centrales à Cattenom, en Lorraine, et à Gravelines, dans le Nord. A l'heure où enquêtes et déclarations d'utilité publique tombent comme à Gravelotte. « Ouest-Unité », mensuel socialiste breton (24, rue Armand-Brossard, Nantes), publie un dossier d'une très grande tenue sur la centrale du Pellerin. Où l'on récapitule l'histoire de ce si mauvais site — du côté de Cattenom, on trouvera les mêmes problèmes —, où l'on raconte la parodie d'enquête publique, les hésitations de Raymond Barre, les oppositions des services nationaux de sécurité, où l'on démonte la propagande d'E.d.f. — valable sur tous les sites — et grince des dents en constatant la neutralité bien connue du préfet... Tous les préfets se ressemblent, n'est-ce pas ?

Coop en voyages

Une agence de voyages pas comme les autres : c'est ce que veut devenir Arc-en-ciel, dernier-né sur le marché des loisirs et rejeton des Coop (Fédération nationale des coopératives de consommateurs).

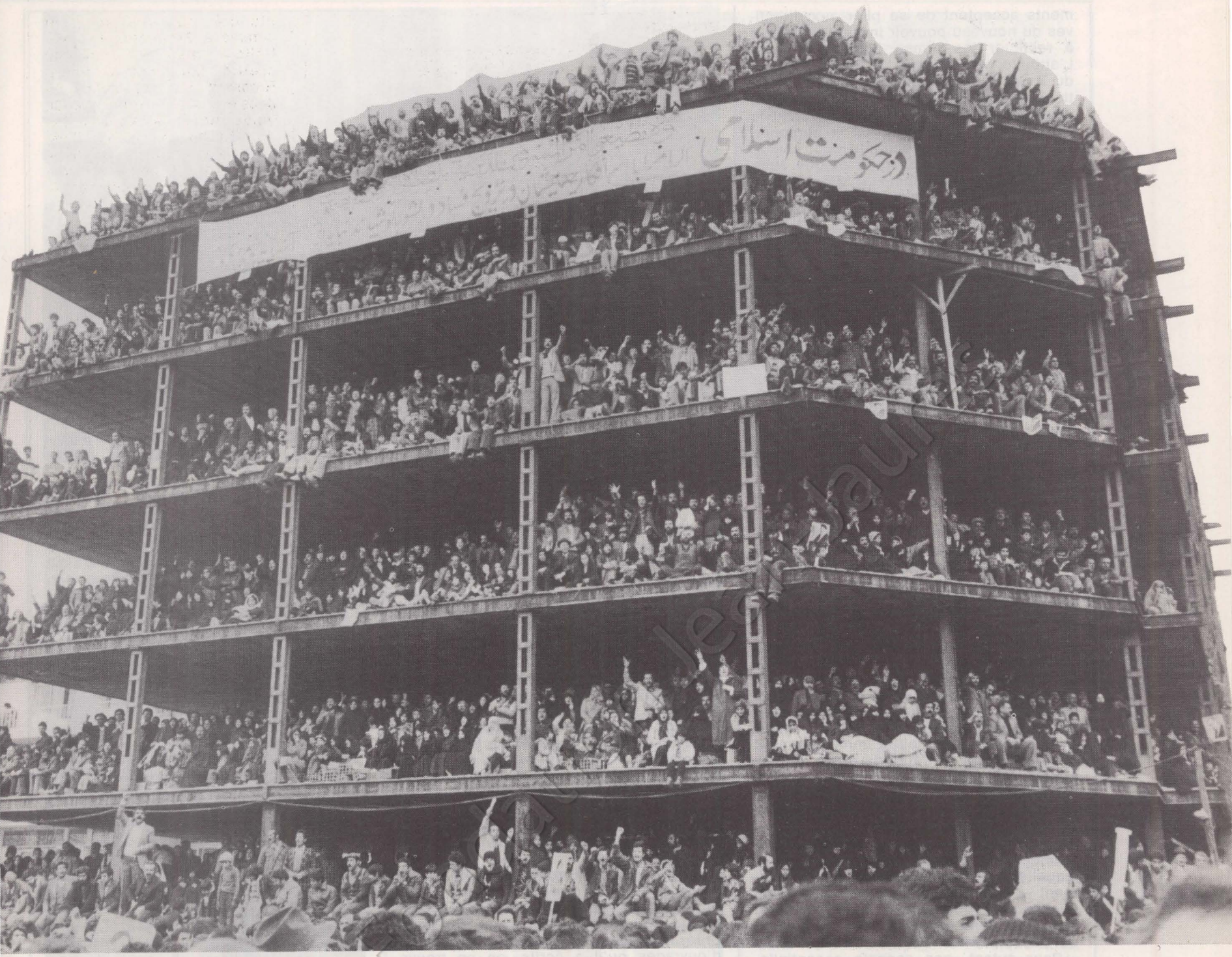
Le but : faire partir ceux qui ne sont jamais partis. Pour atteindre cette clientèle « vierge », Arc-en-ciel propose de nombreux départs régionaux et des prix « étudiés » (300 F la semaine pour une location en Espagne, par exemple). Innovation majeure, Arc-en-ciel propose à ses clients le système du « colis-épargne » : grâce à des bons de 5 F achetés au fil des jours dans son magasin Coop, le consommateur-voyageur paiera 15% seulement (au lieu de 25%) à la réservation.

Reste à savoir si cela suffira pour donner réellement la possibilité de voyager à ceux qui, jusqu'à présent, n'en avaient pas les moyens...

Pour ceux qui font la foire

Encore une foire : ce sont les collectionneurs qui vont s'emparer de la Défense (à la tour Fiat) pour une exposition-vente « à la fois marginale et grandiose », placée cette année sous le signe de l'épingle à nourrice.

De 11 heures à 20 heures, du 16 au 18 février, vous pouvez apporter vos petits trésors, chercher la discussion, vendre et acheter l'introuvable... Contempler l'extraordinaire aussi, les objets du concours de l'insolite : un cœur de roi de France, une griffe d'homme-tigre, une machine à vapeur automobile, une toupie au profil de Louis XVI, le premier appareil photo à développement instantané (1864)...



L'islam de fond submerge l'Iran

IL n'aura fallu que trois jours à l'Iran pour renverser la fiction qu'était devenu, quarante jours après sa formation, le gouvernement du téméraire Bakhtiar. Les combats de rue ont fait, semble-t-il, moins de mille morts et de trois mille blessés. Le pire a donc été évité.

Faut-il s'étonner de l'attitude de l'armée, dont on redoutait qu'elle ne procèdât à un massacre dès lors que l'épreuve de force serait engagée ? En fait, ses divisions n'expliquent pas seules la neutralité qu'ont fini par adopter ses principaux responsables. Bien sûr, l'engagement de l'armée de l'air aux côtés de Khomeyni ne facilitait pas la tâche des partisans d'un coup de force. Mais surtout, rien ne permettait de prévoir l'issue d'un affrontement, même sanctionné par des dizaines, voire des centaines de milliers de victimes parmi les civils. Enfin, comment oublier qu'une armée ne se bat bien que lorsqu'elle sert une cause à laquelle elle puisse croire, voire la sienne propre ?

En la circonstance, la cause nationaliste et populaire était du côté de ceux qui voulaient abolir la dynastie Pahlavi. Déjà, en 1941 lorsque Reza chah avait cherché à se rapprocher de Hitler, les Anglais et les Russes avaient pu envahir l'Iran avec une facilité déconcertante. En réponse à seize années de dictature, les quinze divisions de l'armée iranienne s'étaient rendues au bout de quelques heures à deux régiments de réservistes anglais et soviétiques. A n'en pas douter, un phénomène semblable à bénéficié, le week-end dernier, aux combattants de la rue.

Pour autant, cette victoire ne s'est pas déroulée comme devait le souhaiter l'ayatollah. Alors que des tractations entre « son » Premier ministre, Mehdi Bazargan, l'armée et Chapour Bakhtiar étaient en cours pour permettre une transition politique sans heurts, l'engagement armé de la population, aussi bref fût-il, pour sa libération change en partie les données du problème. D'autant qu'aux premiers rangs de ceux qui se sont battus pendant trois jours figurent les fedayine (d'obédience marxiste-léniniste) et les moudjahidine (chiites progressistes), deux groupes qui ont engagé dans les années soixante l'action armée contre la dictature du chah. Malgré la répression féroce de la Savak, dont ils étaient les cibles privilégiées, leur clandestinité totale a évité qu'ils ne soient entièrement éliminés.

On peut douter que ces deux mouve-

ments acceptent de se plier aux directives du nouveau pouvoir invitant le peuple à restituer les armes dont il dispose. L'attitude des militants et sympathisants du Toudeh, le parti communiste prosoviétique (clandestin depuis qu'il fut déclaré illégal en 1949), ne sera sans doute pas différente. Que Moscou, en la personne de Kossyguine, ait reconnu lundi soir le gouvernement de Bazargan et que Noureddine Kianouri, chef du Toudeh, ait salué depuis Budapest l'anti-impérialisme de Khomeyni en estimant que les marxistes pourront agir librement en Iran, n'y changera rien.

Combien d'autres opposants encore, intellectuels, étudiants, laïques ou membres de minorités religieuses ou ethniques, ne seront-ils pas tentés de conserver des armes, échaudés qui'ils purent être par les excès de Khomeyni depuis deux mois ? Le retour au calme et le contrôle de la situation sont donc la priorité des priorités pour le gouvernement Bazargan. Dans l'immédiat, celui-ci doit réorganiser l'armée — dont les anciens chefs sont soit en fuite, soit arrêtés — et s'appuyer sur ses propres milices, mises en place par les mosquées de quartier.

Bazargan et Banisadr

Quant à l'information, il est encore trop tôt pour apprécier quelles seront les limites de sa liberté. Il est clair, cependant, que l'ayatollah ne s'en fait pas la même idée que les professionnels de la radio-télévision. Estimant leurs commentaires trop orientés à gauche, il a placé à la tête de cet office un de ses plus proches conseillers, Saegh Ghotbzadeh, dont la tentative de reprise en main a immédiatement provoqué lundi un début de grève du personnel. Aussi Ghotbzadeh a-t-il aussitôt fait machine arrière. Là encore, il apparaît que le nouveau régime devra compter sur une certaine résistance de gens qui n'entendent pas se laisser dessaisir sans réaction des fruits d'une victoire à laquelle ils ont contribué par leur engagement — même relativement tardif — dans l'action. Au demeurant, Bazargan s'est engagé à garantir la liberté d'expression qui passe par la critique.

Pour autant, ces aspects essentiellement intérieurs de la situation iranienne intéressent moins l'opinion internationale que la future politique économique et extérieure du nouveau régime. S'il paraît difficile à travers les déclarations évasives de l'ayatollah d'en discerner les contours — sans compter les contradictions entre les propos tenus par ses différents conseillers —, on peut néanmoins tenter d'en prévoir les grands axes à partir des positions de Mehdi Bazargan et celles d'Abol-Hassan Banisadr, un des conseillers les plus écoutés de Khomeyni et probablement appelé à jouer un grand rôle.

Barbiche blanche, cheveux courts et regard vif derrière les lunettes, Bazargan a une silhouette déjà familière aux Iraniens. Originaire d'Azerbaïdjan, né à Téhéran en 1905 dans une famille de commerçants, Bazargan a poursuivi avant la guerre des études d'ingénieur à l'Ecole centrale de Paris. Proche collaborateur de Mossadegh, il fut le premier P.-d.g. de la Société nationale iranienne du pétrole fraîchement nationalisée. Son amitié avec Bakhtiar remonte à cette période, suivie, après le coup d'Etat de la C.i.a. en 1953 en faveur du chah, par leur engagement commun contre la dictature. En 1961, un



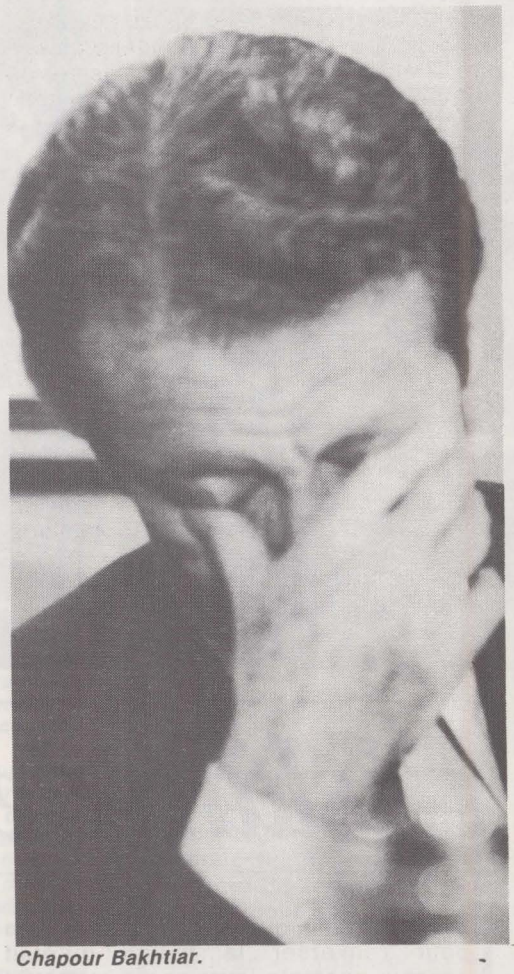
Lionel Jospin avec Karim Sandjabi, ministre des Affaires étrangères.

an après avoir participé à la reprise des activités du Front national il s'en éloigne et fonde son propre parti, le Mouvement de libération de l'Iran. Plusieurs fois emprisonné par le chah, il a créé l'an dernier, avec Me Lahidji, l'Association iranienne de défense des libertés et des droits de l'homme, qu'il a présidé.

Son éducation, sa culture et ses convictions religieuses en ont fait depuis longtemps un proche de Khomeyni. Pour Bazargan, si le politique et le religieux ne peuvent être séparés, le premier doit toujours se soumettre au second. Bazargan a néanmoins montré qu'en cas de désaccord avec l'ayatollah il savait faire preuve d'une certaine indépendance. Ainsi ces jours derniers, lorsque les foules déchaînées réclamaient la tête de Bakhtiar, il n'hésita pas à rappeler qu'ils étaient de vieux amis.

Au plan social, Bazargan fait figure de modéré. Cet homme, qui a monté et dirigé son entreprise de construction, est réputé pour son honnêteté et son intégrité. Mais, dans les dizaines d'articles et d'ouvrages qu'il a écrits, on ne trouve rien sur la condition ouvrière et la législation sociale. Ce farouche partisan du non-alignement en matière de politique extérieure se distingue en ce sens par sa grande « modération » sociale des positions de Banisadr.

Fils d'un ayatollah, tout juste âgé d'une quarantaine d'années, Banisadr a poursuivi en Iran des études de théologie et de sociologie avant d'être arrêté, au début des années soixante, à la suite de son engagement dans le mouvement étudiant. Il s'exila en France en 1962, où il poursuivit des études de droit et d'économie. Dans l'appartement du modeste immeuble qu'il occupait avec sa famille dans la banlieue sud de Paris — jusqu'à son retour à Téhéran avec Khomeyni — le visiteur avait l'impression étrange de se trouver en Iran. Assis en tailleur sur des tapis, il se voyait aussitôt offrir du thé. Même aux pires moment de la lutte contre le chah, le ton de Banisadr ne se départissait jamais de son calme et de sa douceur. Sur les rayonnages de sa bibliothèque voisinaient des livres en persan, en français et en anglais, au nombre desquels figuraient une importante proportion d'ouvrages marxistes. Banisadr a lui-

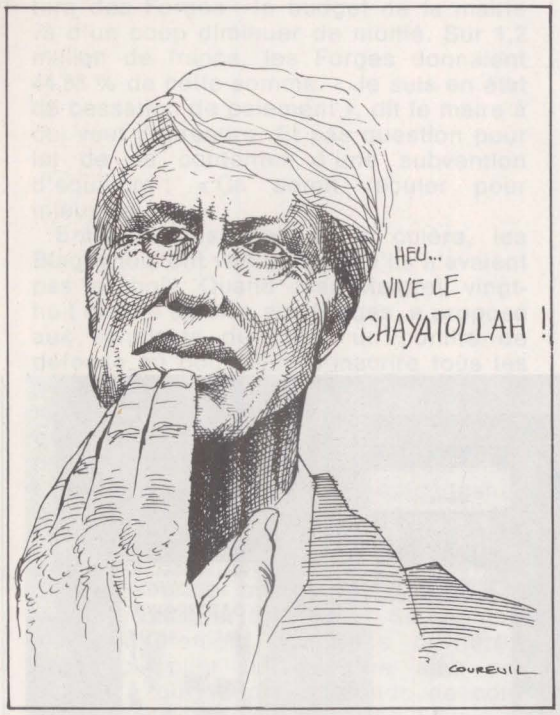


Chapour Bakhtiar.

même produit un grand nombre d'articles, de thèses et de livres où se mêlent étroitement les convictions religieuses et une analyse politico-économique fortement teintée de marxisme.

Ruinée par les pétrodollars !

Pour Banisadr, loin de faire la fortune de l'Iran, le pétrole a contribué, sous les règnes du chah et de son père, à sa ruine. « A la limite, me confia-t-il un jour, il aurait mieux valu pour l'Iran que les puissances impérialistes prennent notre pétrole sans le payer. » Goût du para-





doxe ? Certes non ! Banisadr explique comment l'économie traditionnelle de son pays a été ruinée par l'arrivée massive de pétrodollars employés à placer l'Iran sous la dépendance des multinationales et des pays qui contrôlent l'économie mondiale, Etats-Unis en tête. Sans le pétrole, aujourd'hui l'économie iranienne n'existe plus. L'agriculture, autrefois excédentaire, suffit tout juste à — mal — nourrir un quart de la population, les importations devant pallier cette insuffisance. Loin d'être menée au service du développement du pays, la politique pétrolière iranienne fut dictée par les Sept Sœurs. Quant aux pétrodollars, réinvestis dans les économies occidentales en fonction des besoins de celles-ci, ils ont déclenché l'inflation et la corruption, aggravé les inégalités, mis l'armée — suréquipée en matériel américain et anglais sophistiqué — sous la dépendance étrangère, abouti à la mise en place d'une administration pléthorique et ruineuse, sans même permettre le développement d'une véritable industrie. Enfin, la dette extérieure de l'Iran n'a cessé de croître, jusqu'à dépasser actuellement 10 milliards de dollars. De cette analyse — ici très succincte — Banisadr débouche sur ce qu'il convient de faire en priorité, tout en sachant que la remise en ordre de l'économie iranienne nécessitera de longues années.

Tout en rejetant les conceptions isolationnistes, Banisadr insiste sur la nécessité de recentrer l'économie pour l'arracher à la dépendance étrangère. La politique d'exportation (de pétrole, de gaz, etc.) et d'importation (de produits de consommation notamment) sera donc reconsidérée.

Partisan d'une « re-nationalisation » du pétrole, Banisadr souhaite que les contrats pétroliers soient renégociés le plus vite possible afin de permettre le véritable équipement (en infrastructures et industriel) qui fait défaut à l'Iran. La pétrochimie jouira certainement d'une priorité, tandis que les ventes de pétrole (ou de gaz) se limiteront aux besoins de l'Iran au lieu d'être fonction de la demande occidentale, japonaise, soviétique ou autre.

L'autre grande priorité ira à une véritable réforme agraire pour relancer la production agricole. Ce qui nécessitera sans doute de renvoyer dans les villages les populations qui s'entassent dans les bidonvilles des principales agglomérations. Un délicat problème, pour résoudre un impérieux besoin ; on voit encore mal quelles solutions pratiques permettront de le résoudre quand tant de régimes ont échoué sur ce plan. Ensuite, Banisadr se prononce pour la nationalisation des banques et du crédit, pour l'extinction de la dette extérieure de son pays, le dégonflement des effectifs de l'administration, l'utilisation de l'armée au service de la reconstruction nationale, la mise en valeur des nombreuses richesses naturelles non exploitées et pour une industrie qui, loin de se limiter comme aujourd'hui à de simples chaînes de montage des pièces importées, englobe tout le processus de production afin de mieux servir les besoins intérieurs. Adversaire (comme Khomeyni, semble-t-il) de l'exploitation de l'homme par l'homme et souhaitant de ce fait que le contrôle de la production échappe aux détenteurs du capital pour aller à ceux qui produisent — à travers ce qu'il appelle les « comités Imam », à mettre en place dans les entreprises —, Banisadr prône aussi une véritable décentralisation et toute mesure susceptible d'empêcher les concentrations de pouvoir économique, politique, idéologique ou autre.

Qui sera le gendarme du Golfe ?

Rien n'est plus éloigné de sa conception que le culte de la personnalité (qu'il s'agisse de Khomeyni ou de toute autre personne), source du totalitarisme. Sa théorie, qui puise sa source dans le Coran, s'oppose à toute utilisation de la religion comme instrument d'asservissement. Naturellement, Banisadr est un des théoriciens chiites les plus progressistes et ses conceptions sont à l'opposé de celles de certains religieux nettement réactionnaires. Mais, compte tenu de son influence et de son poids actuel, ses idées méritent de ne pas être prises à la légère.

Beaucoup d'autres points d'interrogation existent encore sur ce qui va se passer en Iran. La présence au sein du cabinet de Bazargan des deux principaux responsables du Front national, Karim Sandjabi (aux Affaires étrangères) et Darius Forouhar, ainsi que celle de l'écrivain Hadj Sayyed Djavadi sont la confirmation d'une volonté — et sans doute aussi d'une nécessité — d'ouverture du régime islamique aux forces de l'ancienne opposition laïque. D'ailleurs, Bazargan n'a-t-il pas déclaré qu'il fallait « mettre côte à côte islam et démocratie » ? Le Premier ministre a souligné qu'il ne pourrait réussir dans sa difficile mission qu'« avec l'aide du peuple », précisant aussitôt : « Le peuple, ce n'est pas une classe particulière ou tel ou tel groupe de gens acceptant telle ou telle doctrine ou idéologie, c'est toute la population. »

Par-delà ces questions internes à l'Iran, le monde s'interroge surtout sur les conséquences géo-politiques du changement de régime à Téhéran. L'Irak, où vivent 50 % de chiites, redoute plus que d'autres — on compte aussi de nombreux chiites en Syrie, en U.r.s.s., au Liban, dans les émirats du golfe Persique et en Arabie saoudite — l'exemplarité de l'action de Khomeyni. D'une manière générale, tout le monde musulman semble sur ses gardes.

Le monde occidental, Etats-Unis en tête, et le Japon devront aussi s'adapter à la nouvelle situation. Après les hésitations et les maladresses de Carter envers Téhéran, Washington, qui vient de subir un grave revers diplomatique, cherche de toute urgence à imposer à Riyad le rôle de gendarme du Golfe, rempli jusqu'ici par le chah. Israël vient aussi de perdre un pays ami, en même temps que son principal fournisseur de pétrole. A n'en pas douter, l'équilibre du monde vient d'être sérieusement et durablement ébranlé par les événements du week-end dernier.

La société de consommation occidentale n'a pas fini de s'interroger sur les dimensions d'un phénomène spirituel qu'elle a gravement sous-estimé. Comment en eût-il été autrement : dès lors que ce phènomène ne se chiffre ni ne s'achète, n'avait-on pas tendance à le réduire aux dimensions d'un folklore périmé ?

JEAN-LOUP REVERIER

Dans les Ardennes oubliées:

Blagny, menacée d'asphyxie, mobilise

De notre envoyée spéciale

A la barrière rouge et blanc des Forges de Blagny (Ardennes), les élus C.f.t.c. et C.g.t. s'impatientent. Un quart d'heure de palabres au téléphone depuis la conciergerie pour obtenir le droit de discuter avec une journaliste dans le local du comité d'entreprise. « On ne demande pas la lune ! », s'indigne le plus jeune, Julien Guichard, délégué C.g.t. Pourtant, la réponse est non. On persifle sur la concertation revue et corrigée par la direction. Qu'à cela ne tienne. La municipalité socialiste de Blagny est plus accueillante.

Avant de se mettre en route pour la mairie, les responsables syndicaux, index tendu, font la présentation de leur usine. A gauche, les chaudières, les entrepôts de bobines laminées à chaud, l'ordinateur et le magasin général. Au fond, les deux laminoirs, les fours, les lignes de galvanisation, de profilage et de soudage. En tout, 12 hectares le long de la Chiers, qui, depuis 1824, font la réputation de Blagny. Et qui, d'ici trois mois, feront sa perte.

Avec 460 salariés, les Forges — Société anonyme des hauts fournaux de la Chiers —, seule entreprise de cette ville de 1 800 habitants, vont fermer. Ainsi en a décidé Usinor.

L'annonce d'une nouvelle guerre mondiale, dans le coin, n'aurait pas suscité une telle émotion. Et pourtant, la guerre ici, on connaît. Au cœur des Ardennes, à quelques kilomètres de la Belgique, Blagny, en un siècle, a subi trois invasions. En 1914-1918, les forges ont même été complètement détruites. Mais, dès 1919, elles étaient reconstruites, et la vie reprenait. « Cette fois, il n'y a pas de guerre, constate un ancien combattant blagnynois ; et pourtant, on est plus massacrés qu'après les trois dernières réunies. »

Au hit-parade de l'écœurement, la désinvolture patronale. « Un trait de plume des gros bonnets de la sidérurgie à Bruxelles, et nous voilà rayés de la carte », commente Robert Dieu, délégué C.g.t. au comité d'entreprise. « Ils nous ont joué aux dés ! », résume Jean Ptak, le délégué du syndicat majoritaire, la C.f.t.c. Pour les 460 salariés des Forges, une certitude : s'ils avaient été rachetés par Sacilor, ils ne seraient pas condamnés.

Pour preuve de ces affirmations, un exemple : celui des forges Ziegler de Mouzon, à quelques kilomètres de là. Avec 265 salariés et le même matériel que Blagny, elles fabriquent le même type de produits. Rachetées par Sacilor, un peu faible dans cette gamme de production, elles continuent de tourner. Usinor, en revanche, possède deux unités qui peuvent absorber la production de Blagny. « Sans créer un seul emploi, en augmentant simplement la productivité », dénonce Ptak. Peu leur importe que, dans les Ardennes, une ville soit menacée d'asphyxie.

Déjà en 1977, lors de la fusion entre Chiers et Châtillon, deux cents travail-



Jean Maigret, le maire de Blagny, avec René Dazy, le boucher.



Christine Cottin avec les délégués des Forges, à la mairie de Blagny.

leurs des Forges avaient été liquidés. « Les plus âgés, et les plus jeunes », rappelle Léonce Ledoux, secrétaire de la C.g.t., ce qui explique la moyenne d'âge élevée — plus de quarante ans — des effectifs rescapés et la difficulté supplémentaire pour eux de se recaser. A l'époque, Premier ministre en tête, on leur avait juré que Blagny ne fermerait jamais... Passé le premier choc, les Blagnynois ont dressé le bilan. Un tour d'horizon vite fait. Non seulement il n'existe aucune entreprise capable de prendre le relais des Forges, mais, en plus, les quelques sociétés qui faisaient contrepoids ont toutes fermé au cours des dix dernières années. Disparus, les cent salariés de l'entreprise Michelet de travaux publics et les trente emplois féminins de l'atelier de confection Verel.

« Pour ceux qui ne sont pas d'ici, constate Jean Maigret, maire socialiste de Blagny, nos 460 licenciements aux Forges font sans doute un peu maigrichon comparés aux 6 500 licenciements de Longwy et aux 5 500 de Denain. Mais, pour nous, cela signifie que quatre emplois sur cinq vont disparaître dans le canton ! » Et pas question pour les 83 chômeurs inscrits à Blagny — dont 70 % de femmes — d'espérer s'en tirer à Carignan, juste à côté, ou à Sedan. Là-bas aussi, deux maires socialistes, Michel Rambourg et Gilles Charpentier, doivent faire face à un marché de l'emploi complètement saturé. « Un taux de chômage de 7,4 % dans le département, contre une moyenne nationale de 5,2 %, cela place vraiment les Ardennes dans le peloton de queue », conclut Jean-Paul Bachy, délégué national à l'emploi du P.s. et ardennais.

Répercussion immédiate de la ferme-

ture des Forges : le budget de la mairie va d'un coup diminuer de moitié. Sur 1,2 million de francs, les Forges donnaient 44,85 % de cette somme. « Je suis en état de cessation de paiement », dit le maire à qui veut l'entendre. Et pas question pour lui de se contenter d'une subvention d'équilibre : « Ça serait reculer pour mieux sauter. »

Entre le désespoir et la colère, les Blagnynois ont vite réalisé qu'ils n'avaient pas le choix. Quand Jean Maigret, vingt-huit ans de service aux Forges, a proposé aux syndicats de créer un comité de défense où pourraient s'inscrire tous les gens décidés à se battre pour la survie de la commune, il a soulevé un immense espoir. « C'est notre seule chance de nous en sortir », disent aujourd'hui aussi bien les licenciés que des commerçants, des enseignants ou plus simplement des mères de famille. « S'ils ferment les Forges sans rien mettre à la place, je n'ai plus qu'à fermer boutique », assure René Dazy, le boucher de Blagny. Sa clientèle vient entièrement des cités ouvrières. Pour lui, plier bagages ne sera pas facile : à qui vendre un fonds de commerce dans une ville désertée ? Avec sa femme, ils ont été parmi les premiers à coller le faire-part de décès de la commune sur leur devanture. Et, à tour de rôle, suivant les tournées, ils participent à toutes les manifestations.

« On n'a jamais vu ça, même en 1968 », constatent les organisateurs du comité. Dans une région où l'on se méfie traditionnellement de tout embrigadement, dans les partis politiques comme dans les syndicats, le comité de défense est débordé par l'afflux des bonnes volontés. « On voit dans la rue des gens qui n'y sont jamais descendus », constate Jean Martin, maire adjoint à Blagny et secrétaire administratif aux Forges. Des petits pères tranquilles, inconditionnels de la télévision le dimanche, sont là. Et des retraités. Et les anciens combattants, la présidente du « troisième âge », le curé. Même certains cadres se manifestent. Désormais, les footballeurs de l'équipe sportive Blagny-Carignan et le Basket-club blagnynois ne jouent plus un match sans un brassard de crêpe noir au bras. Quand ils sont en déplacement, on leur demande : « Vous avez eu un décès ? » Et ils répondent : « Oui, celui de notre commune. »

C'est l'attitude des femmes qui a le plus surpris. Mères et grand-mères se sont lancées dans la bataille avec une détermination inébranlable. Arrêter les trains, bloquer les autoroutes, obliger le préfet, les ministres et même le président de la République à les écouter, rien ne leur paraît insurmontable. Elles sont pourtant toutes contre la violence. Mais à ceux qui leur objectent qu'arrêter un train n'a jamais rien arrangé elles rétorquent que ce n'est pas en restant dans un fauteuil qu'elles feront connaître le drame de Blagny. Car, entre le Nord et la Lorraine, les Ardennais se sentent bien oubliés de tous. « La première chose que nous devons faire, c'est d'expliquer à Paris que nous existons et dire où nous existons », résume Gaston Munaut, conseiller général socialiste de Carignan.

Dans ce sens, le comité de défense de Blagny ne manque pas d'idées. Ni de moyens : en moins de trois semaines, plus de 20 000 francs de solidarité sont entrés dans ses caisses. Les Ardennais, dit-on, n'aiment pas faire parler d'eux et se méfient du spectaculaire. Oui, mais le dos au mur...

CHRISTINE COTTIN

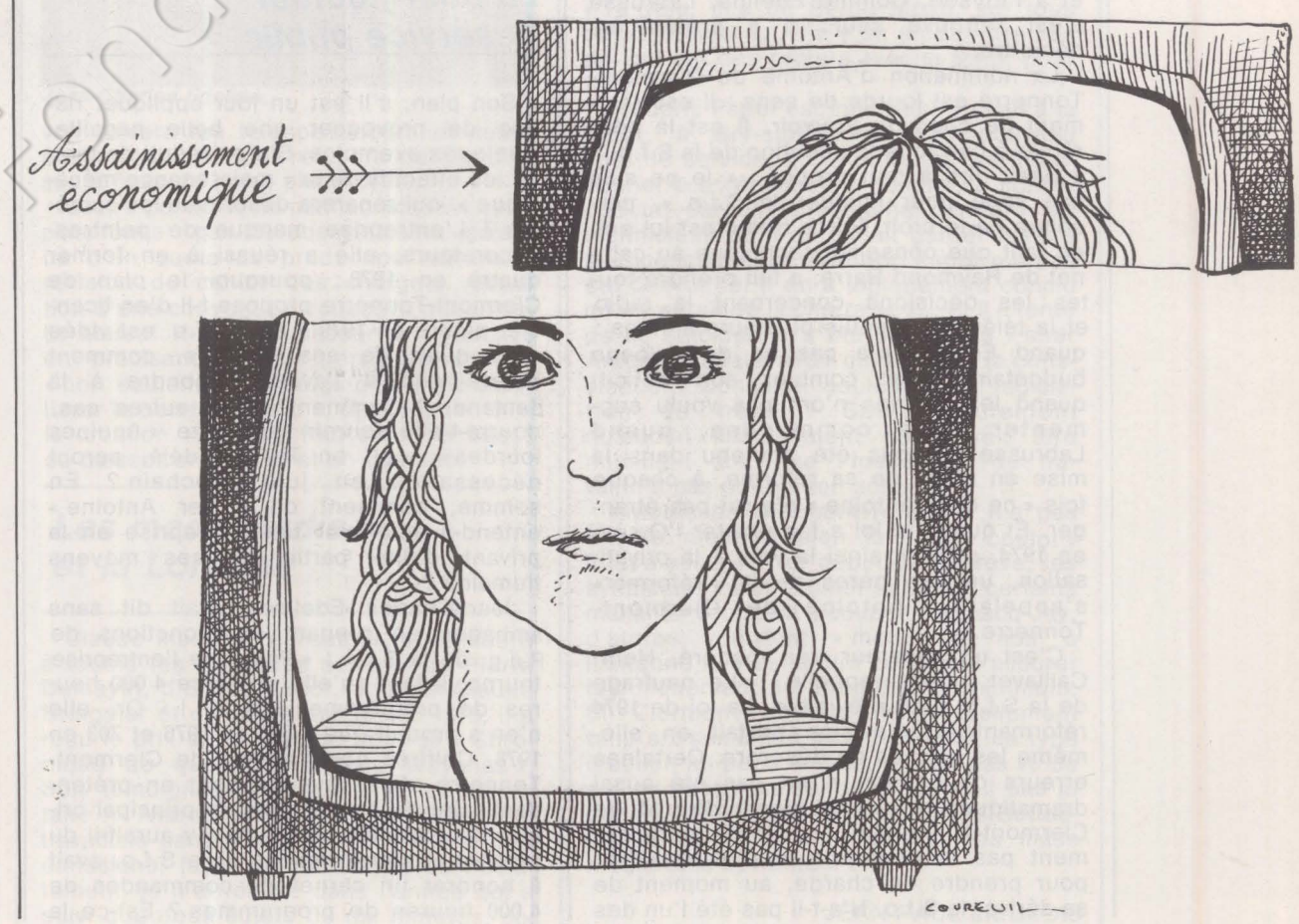
S.f.p. : le sale boulot du naufrageur sauveteur

Petit naïf ou gros malin ? Qu'est réellement Antoine de Clermont-Tonnerre, le nouveau P.-d.g. de la Société française de production ? Naïf il est, s'il a cru pouvoir faire avaler en douceur la pilule à son personnel : 778 licenciements à prendre ou à laisser. Malin il l'est peut-être, s'il partage l'avis d'un de ses collaborateurs qui a tranquillement assuré : « Nous sommes prêts à tenir six semaines de grève... » Il compte donc sur l'essoufflement et la lassitude des employés de la S.f.p. ; et sur l'irritation des téléspectateurs, condamnés au programme minimum pendant de longues soirées. Mais gros-malin pourrait bien se retrouver gros-jean au bout des six semaines : le personnel est décidé à tenir, quoi qu'il lui en coûte. C'est l'existence même de la S.f.p. qui se joue dans ce conflit : « Le gouvernement veut nous faire crever, a dit un technicien des Buttes-Chaumont. Il faudra qu'il nous abatte sur place. Nous ne nous rendrons pas. »

La détermination n'est pas récente à la S.f.p. Serge Moati, dans le journal qu'il a tenu pendant le tournage de son film « Mont-Oriol », écrit à la date du mercredi 11 octobre 1978 : « Mon journal pourrait être maintenant celui d'une grève. Au déjeuner, des rumeurs effarantes circulent : il y aurait six cents licenciements à la S.f.p. société productrice du film. Alarme. Questions. Angoisse. L'après-midi, pendant le tournage, le climat est extrêmement tendu. Nous décidons de tenir une assemblée générale vers 18 heures. Là, je m'aperçois que la combativité de l'équipe est grande. Elle décide de dépasser les consignes syndicales qui recommandaient l'arrêt de travail pour jeudi de 12 heures à 24 heures. Une grève à partir de 8 heures du matin est décidée. Les comédiens et moi-même, par solidarité, soutenons l'action de nos camarades. »

L'inquiétude d'octobre n'était pas sans motif : la trésorerie de la S.f.p. était alors à ce point à sec que Jean-Charles Edeline, le P.-d.g. de l'époque, avait craint un moment de ne pouvoir payer les salaires du mois. Le 13 octobre, on apprenait que Bertrand Labrusse, conseiller référendaire à la Cour des comptes, était nommé président intérimaire de la S.f.p. en remplacement d'Edeline. Ce dernier n'avait pas pu sauver les meubles, à défaut de sauver la face : le Pouvoir s'en débarrassait. On l'avait même un peu poussé dehors en lui confiant une mission impossible : rétablir l'équilibre budgétaire de la S.f.p. sans l'aide de l'Etat.

Edeline a chuté à cause de l'ambiguïté juridique de la S.f.p. : il croyait s'en servir habilement, le Pouvoir s'en est servi contre lui. La S.f.p. est en effet une société anonyme de droit privé dont la majorité des actions est détenue par l'Etat. Edeline rêvait de faire des gros sous avec



l'argent de l'Etat, notamment en coproduisant des films pour le cinéma. L'Etat a usé de sa position majoritaire pour se débarrasser d'Edeline. Cela s'est passé en plusieurs temps. Premier temps : le 25 juillet 1978, Jean-Charles Edeline, arrivé à l'expiration de son contrat de trois ans, est reçu par Valéry Giscard d'Estaing, qui le reconduit dans ses fonctions ; mais qui lui fait un sermon, dans le genre : « Gérez mieux, Edeline. » Deuxième temps : Edeline demande que l'Etat lui éponge son déficit de 120 millions de francs, afin de repartir sur des bases saines. Refus de l'Elysée. Troisième temps : Edeline se dit qu'il peut encore se débrouiller à condition que les chaînes augmentent le nombre et l'importance de leurs commandes. Les chaînes refuseront. Ni l'Elysée ni Matignon ne leur forceront la main. Edeline a compris : on ne veut plus de lui.

Labrusse remplace Edeline. Il travaille vite. Le 23 novembre 1978, il présente son « plan de sauvegarde » de la S.p.f. devant la délégation parlementaire pour la radio et la télévision. Il propose une réforme qui « ne coûtera que » 200 millions de francs et « n'entraînera que » 450 départs volontaires. Les syndicats se demandent bien où il prendra les 200 millions en question (alors qu'on vient d'en refuser 120 à Edeline), mais considèrent que la casse a été limitée : ils ne feront pas la guerre à Labrusse. La base accepte cette analyse, mais en renâclant un peu ; Serge Moati note dans son journal à la date du 27 octobre : « L'assemblée décide de la fin provisoire du mouvement. Toute une grande partie des présents est amère, triste. Ils étaient prêts à aller plus loin. Rien n'a vraiment été gagné. »

Le mandat de Labrusse aussi était provisoire. Il expirait au 15 janvier 1979. Il n'en a pas sollicité le renouvellement. Il était pourtant soutenu par Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication, et M. Deroche, directeur du Budget. Mais M. Deroche est subitement mort d'une crise cardiaque. Et Lecat n'a pas pesé lourd face à Matignon et à l'Elysée. Comme Edeline, Labrusse s'est retrouvé seul : il a préféré se démettre.

La nomination d'Antoine de Clermont-Tonnerre est lourde de sens : il est l'élément de choc du Pouvoir. Il est là pour régler à l'arraché la question de la S.f.p. Il a beau dire à tous propos : « Je ne suis pas venu pour liquider la S.f.p. », personne ne le croit. Parce que c'est lui qui, en tant que conseiller technique au cabinet de Raymond Barre, a fait prendre toutes les décisions concernant la radio et la télévision depuis plusieurs années : quand Edeline n'a pas eu de rallonge budgétaire pour combler son déficit, quand les chaînes n'ont pas voulu augmenter leurs commandes, quand Labrusse n'a pas été soutenu dans la mise en place de sa réforme, à chaque fois « ce cher Antoine » n'y fut pas étranger. Et quand la loi a fait éclater l'O.r.t.f. en 1974, ouvrant ainsi la voie à la privatisation, un des pères de la « réforme » s'appelait... Antoine de Clermont-Tonnerre.

C'est un sénateur très modéré, Henri Caillavet, qui le rappelle : « Le naufrage de la S.f.p. était prévisible. La loi de 1974 réformant la télévision portait en elle-même les germes du désordre. Certaines erreurs de gestion n'ont pas été aussi dramatiques qu'on veut bien le dire. M. de Clermont-Tonnerre (...) n'était certainement pas la personne la plus qualifiée pour prendre en charge, au moment de sa dérive, la S.f.p. N'a-t-il pas été l'un des inspirateurs de la réforme de 1974 ? »

Le personnel de la S.f.p. n'est pas plus dupe que le sénateur ; sur un calicot on pouvait lire, il y a quelques jours, aux Buttes-Chaumont : « Le Gros, Labrusse et le Truand / Drôle de drame / Mise en scène Antoine de Clermont-Tonnerre / Producteur Raymond Barre / Musique originale à l'accordéon Valéry Giscard d'Estaing ».

Le Gros (Jean-Charles Edeline) et Labrusse ont été menés en bateau puis débarqués par le producteur et le musicien. Le metteur en scène Clermont-Tonnerre a été engagé comme naufrageur dès 1974 ; il a l'impudence, en 1979, de vouloir se faire passer pour le sauveteur ! Chahuté et passé à la question par le personnel de la S.f.p. réuni en assemblée générale lundi dernier, il a affirmé : « Je suis assuré d'une aide financière du gouvernement de 250 millions de francs... J'ai obtenu 20 % de commandes supplémentaires de la part des chaînes. » Ces promesses ne devant se concrétiser que lorsque 778 personnes auront été licenciées. Justification de cette technique de la carotte et du bâton dans la bouche de Clermont-Tonnerre : « La S.f.p. ne peut supporter les secteurs qui, pour un certain nombre de raisons, sont déficitaires».

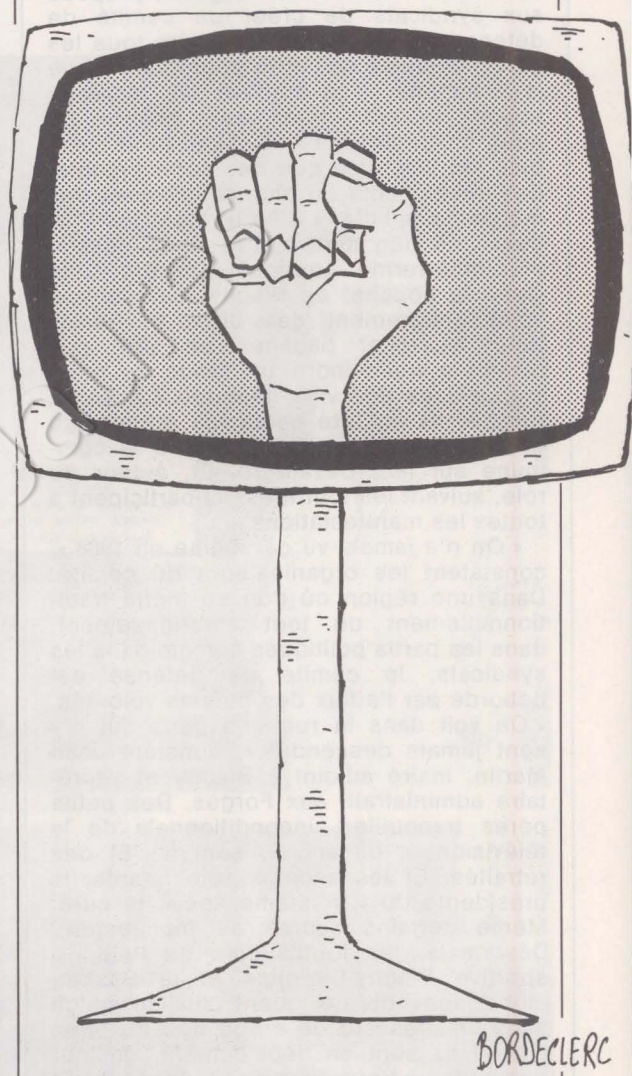
Appel au critère de rentabilité donc. Mais, si l'on parle de rentabilité, peut-on encore parler de service public ? Une délégation socialiste de Paris, qui avait été reçue par Antoine de Clermont-Tonnerre le 5 février dernier, alors que son « plan » n'était pas encore connu, s'était inquiétée au sortir de ce rendez-vous : le nouveau P.-d.g. avait annoncé sa décision de rendre la S.f.p. « concurrentielle ». De qui ? De quoi ? Un service public a-t-il à être concurrentiel ? Auteur du démantèlement de l'O.r.t.f., Clermont-Tonnerre a pour mission de privatiser de manière irréversible la S.f.p. : qu'il ait le courage de le dire !

Là pour liquider le service public

Son plan, s'il est un jour appliqué, risque de provoquer une belle pagaille. Quelques exemples. Si l'on réduit de moitié les effectifs de la « maintenance mécanique », qui réparera désormais les caméras ? L'entreprise manque de peintres-décorateurs, elle a réussi à en former quatre en 1978 ; pourquoi le plan de Clermont-Tonnerre propose-t-il d'en licencier quatre en 1979 ? Si la S.f.p. est vidée d'un quart de ses effectifs, comment pourra-t-elle à l'avenir répondre à la demande ? Comment, entre autres cas, pourra-t-elle fournir les seize « équipes lourdes », qui, on le sait déjà, seront nécessaires en juin prochain ? En somme, comment ce « cher Antoine » entend-il améliorer une entreprise en la privant d'une partie de ses moyens humains ?

Jean-Charles Edeline l'avait dit sans ambages en prenant ses fonctions de P.d.g. de la S.f.p. : « Pour que l'entreprise tourne, il faut qu'elle produise 4 000 heures de programmes par an ! » Or, elle n'en a produit que 1 503 en 1976 et 703 en 1978. Chiffres que l'équipe de Clermont-Tonnerre utilise cyniquement en prétendant faire du sous-emploi le principal critère de licenciements ; mais y aurait-il du personnel sous-employé si la S.f.p. avait à honorer un carnet de commandes de 4 000 heures de programmes ? Est-ce la faute des employés si le carnet de commandes est vide ? Non, c'est la faute d'Antoine de Clermont-Tonnerre, qui a fait prévoir, dans la loi de 1974, une clause permettant aux chaînes de télévision de se passer peu à peu de la S.f.p. !

Les chiffres sont là pour montrer clairement les désastres consécutifs à l'application de cette clause. En 1976, T.f.1 achetait encore 19,5 % de ses émissions à la S.f.p., et Antenne 2 exactement 21,2% des siennes. En 1978 T.f.1. n'a

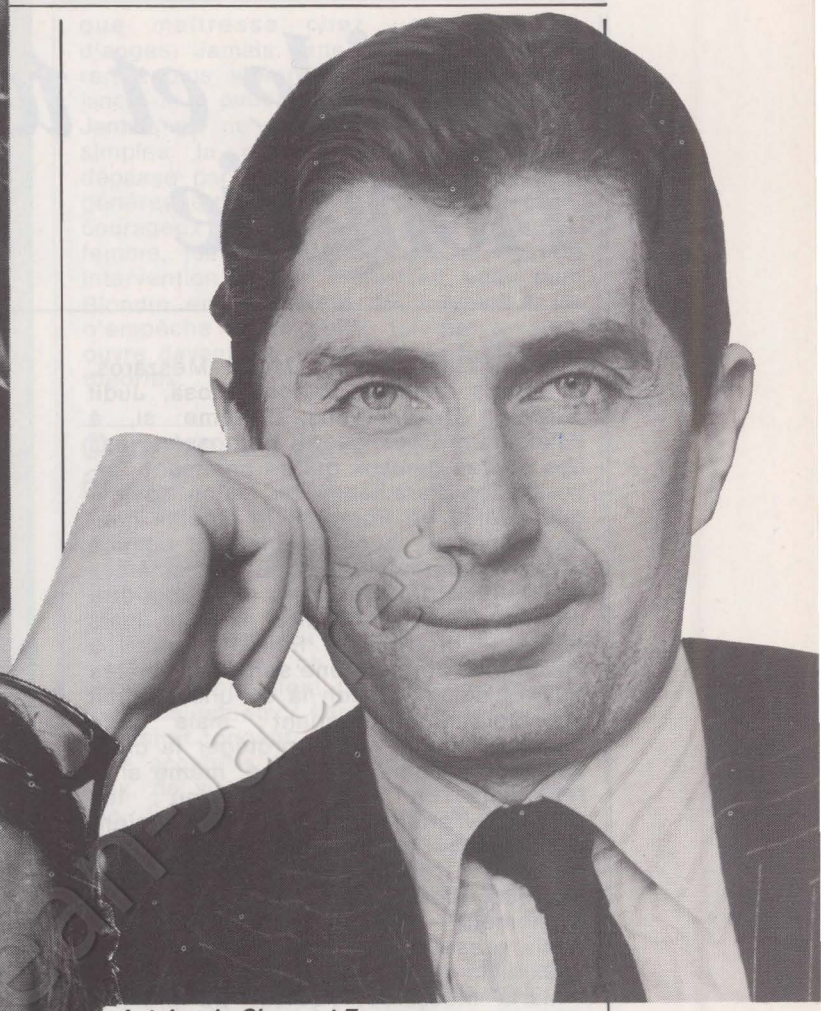


commandé que 12,3 % de ses programmes à la S.f.p. et Antenne 2 seulement 7,9%. Pas besoin d'être énarque pour comprendre d'où vient le déficit (131 millions de francs en janvier 1979) de la S.f.p.

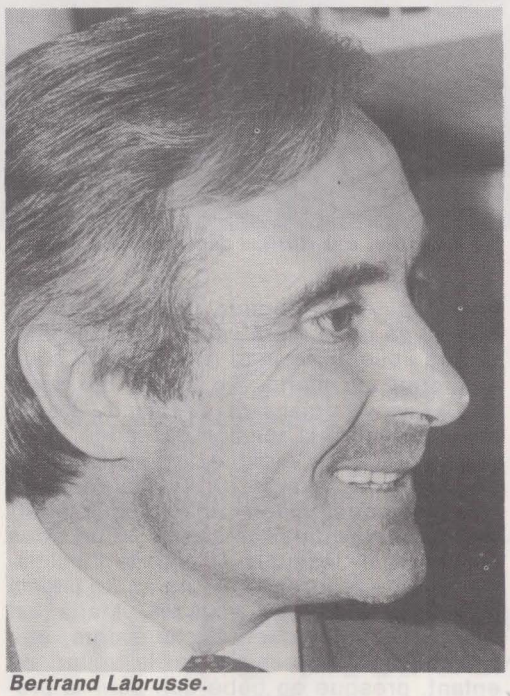
On a accusé Edeline d'être le grand responsable de ce déficit. Il a englouti des fortunes dans le cinéma, a-t-on dit. Voici les chiffres : pour coproduire vingt-huit films dont « Providence », de Resnais, « Despair », de Fassbinder, et « les Routes du Sud », de Losey, il a dépensé 29 millions de francs ; les films lui ont rapporté 8,9 millions ; il a donc perdu un peu plus de 20 millions dans ces opérations. Restent quand même 111 millions de déficit qui ont une autre cause : la loi de 1974, inspirée par Antoine de Clermont-Tonnerre.

Car, où est allé l'argent que T.f.1 et Antenne 2 n'ont pas versé dans les caisses de la S.f.p. en 1978 ? A des boîtes de productions privées ou étrangères. A la coproduction avec d'autres sociétés que la S.f.p. ou à l'achat d'émissions déjà fabriquées T.f.1 a consacré 28,1 % de son budget 1978 et Antenne 2, 29,3% du sien. Le cas d'Antenne 2 est particulièrement frappant : cette chaîne a donné presque quatre fois plus d'argent à des sociétés privées qu'à la S.f.p. Ces réalités chiffrées font mieux comprendre les slogans





Antoine de Clermont-Tonnerre.



Bertrand Labrusse.



Jean-Charles Edeline.

qu'utilise le personnel de la S.f.p. sur ses tracts ou sur ses pancartes : « Nous défendons la création nationale » ; ou : « Kojak a la télé / Votre taxe est volée. »

Jean-Philippe Lecat avait déclaré : « La question du licenciement n'est pas la clef du problème. Trois mille personnes, c'est beaucoup ; mais on peut affirmer que c'est trop peu si elles sont amenées à travailler différemment. Il ne faut pas poser comme prémices la question de la compression du personnel. Licencier cinq cents personnes ou plus ne résoudrait pas les difficultés. Cela pourrait même, paradoxalement, aggraver les choses. » Antoine de Clermont-Tonnerre a commenté ainsi, il y a quelques jours, les propos du ministre : «L'analyse de M. Lecat date du 13 novembre dernier. » S'il s'est permis de rouler dans la farine le pauvre Lecat, c'est qu'il se sait appuyé « plus haut ». C'est qu'il n'a pas l'intention d'amener le personnel de la S.f.p. à « travailler différemment ». C'est que, contrairement à ses dires, il est là pour liquider la S.f.p.

Les syndicats le savent. D'où leur fermeté : dans la lutte qu'ils ont entamée, ils ne céderont pas un pouce. Marcel Huard, secrétaire du syndicat C.g.t. de la S.f.p. et secrétaire du comité d'entreprise, s'est montré ferme mardi dernier : « Le Pouvoir privera les télespectateurs de leurs émissions tant qu'il refusera de discuter sur la base de notre plate-forme. »

Quatre points seulement constituent cette plate-forme : pas de licenciements, garantie d'un quota de production nationale, révision du cahier des charges, rédaction d'une convention collective nationale. Et Marcel Huard de passer à l'offensive en précisant que le personnel entend « non seulement sauvegarder, mais améliorer le service public ». Car, depuis 1974, la création télévisée française n'a cessé de baisser en qualité et en quantité.

Les mass media et la Lorraine

Claude Massot, réalisateur, a collaboré à toutes les « grandes séries » de Pierre Dumayet, d'Eliane Victor, de Jean-Claude Bringuier et d'Hubert Knapp. En 1978, il a reçu le prix de la critique pour sa « Chronique de quelques Indiens Wayanas ». Son témoignage se passe de commentaire : « Avant l'éclatement de l'O.r.t.f., je travaillais sans arrêt, refusant même des émissions, faute de temps. Après l'éclatement, je n'ai réalisé dans l'année qui a suivi que deux sujets de dix minutes, six de cinq minutes, soit quarante jours de travail et 13 000 F de rémunération en un an (...). 1976 : dix mois de chômage. 1977 : six mois de chômage, malgré la diffusion de la série sur les Indiens Wayanas. 1978 : cinq mois de chômage... » Jeudi 8 février, dans l'après-midi, le syndicat des réalisateurs C.g.t. tenait une assemblée générale aux Buttes-Chaumont : une cinquantaine de personnes étaient réunies : « Tu vois, m'a dit Serge Moati, sur tous ceux qui sont ici, il n'y en a peut-être pas dix qui ont des projets avec la S.f.p. pour 1979. »

Frédéric Papet est ingénieur du son à la S.f.p., à Bry-sur-Marne. Son nouveau chef de service, qu'Antoine de Clermont-Tonnerre a récemment nommé, a convoqué un par un la semaine dernière les techniciens qu'il entendait garder malgré les licenciements. Frédéric Papet n'a pas été convoqué. Il en a logiquement conclu qu'il « serait de la charrette »... et il a tenté de se suicider. Il a été sauvé. Ce « cher Antoine » a failli avoir un mort sur la conscience... Connaît-il seulement la législation du travail ? Sait-il seulement qu'aucun licenciement ne saurait être nominatif tant que l'Inspection du travail n'a pas donné son accord ?

Antoine de Clermont-Tonnerre n'a pas encore mené à bien le « sale boulot » qu'il a accepté. Au début de la grève, les syndicats ont dû calmer la base : certains militants voulaient occuper Cognacq-Jay, d'autres voulaient « mettre le noir à l'antenne », c'est-à-dire refuser d'assurer techniquement le programme minimum. Si Clermont-Tonnerre veut réellement tenir six semaines sans négocier, ce type d'action lui pend au nez. N'a-t-il pas vu ce qui se passe en Lorraine ? N'a-t-il pas lu cette affiche dans les couloirs des Buttes-Chaumont : « Ils n'auront pas les mass media et la Lorraine » ?

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Lucide et tendre Hongrie

Istvan Gaal, Szabo, Marta Meszaros, Kovacs, Jancso, Sandor, Kosa, Judit Elek, Kezdi-Kovacs... Même si, à l'exception de Jancso, il ne possède pas ces poètes géniaux qui se nomment Tarkovsky ou Paradjanov en Union soviétique, Wajda en Pologne, le cinéma hongrois apparaît incontestablement comme le plus constamment riche des cinémas de l'Europe de l'Est. Cela tient peut-être à la libéralisation — lente, discrète, mais réelle — du régime. Peut-être aussi à l'existence de toute une série de sociétés (d'Etat) de production là où une suffirait économiquement parlant ; mais cette décentralisation vise à protéger la création face au bureaucratisme, même si la rentabilité en souffre un peu : les Clermont-Tonnerre n'en reviendraient pas... En tout cas, quelles que soient les causes, le résultat est là, remarquable. Pourquoi alors faut-il saluer comme un événement — hélas ! exceptionnel — la sortie presque simultanée chez nous de deux films en provenance de Budapest ?

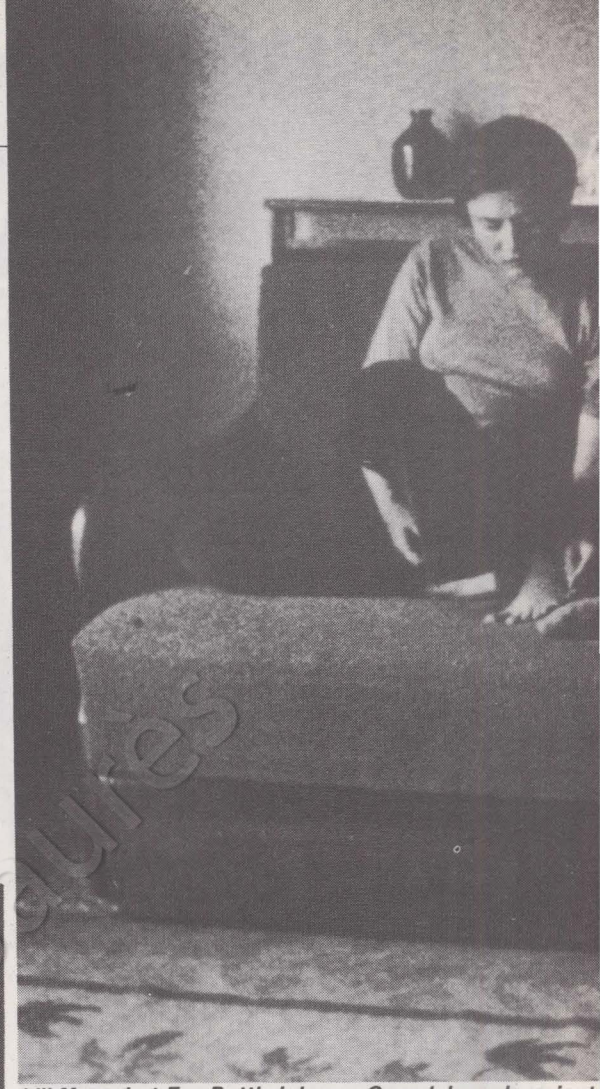
Marta Meszaros, l'auteur du premier des deux, « Comme chez nous », a déjà trouvé son public en France avec « Adoption », « Neuf Mois » et « Nous deux ». Sa dernière œuvre synthétise, à la fois dans l'écriture et dans les thèmes, beaucoup de ce qu'elle nous a déjà montré, à commencer par cette prodigieuse faculté de disséquer les rapports entre femmes, ou entre femmes et hommes, parfois entre femmes et enfants.

Ce qui change, ici, c'est l'apparition du dialogue homme-enfant, puisque tout part cette fois de la rencontre entre un Hongrois émigré dans une université américaine (Jan Nowicki) et une petite fille accompagnée de son chien — qu'Andras va emmener l'une et l'autre à Budapest retrouver la femme (Anna Karina) que, même mariée, il continue d'aimer.

On retrouve l'art de Meszaros à parler haut et fort de l'objet domestico-érotique à quoi la société, même communiste, continue à réduire la femme. A essayer aussi d'esquisser une nouvelle morale créant entre hommes et femmes une approche plus vraie et plus libre. A dire, enfin, à travers l'histoire d'Andras, combien il est douloureux de désirer à la fois plonger ses racines jusqu'au plus profond de la terre natale et découvrir d'autres mondes au-delà des frontières hongroises trop hermétiquement closes. Thème que la cinéaste n'a pas dû aborder sans un frisson, elle qui a retrouvé très tard son pays après avoir été élevée en U.r.s.s., où son père s'était installé avant de mourir victime de la répression stalinienne.

C'est peut-être la spécificité de certains des aspects de « Comme chez nous » qui empêche le spectateur français de mordre à ce film autant qu'aux précédents de la réalisatrice. On peut, en tout cas, lui préférer une œuvre qui, curieusement, paraît à bien des points de vue très « meszarosienne » : « Quand Joseph revient », de Zsolt Kezdi-Kovacs.

Simple histoire de deux femmes, Maria, une très jeune épouse (Lili Monori), et Agnès, sa belle-mère veuve qu'a laissées seules Joseph, le mari (et fils) parti sous l'uniforme du marin. Au lieu d'une sorte de « Fanny » magyare, « Quand Joseph revient » décrit la tension saccadée, mais croissante, qui éloigne irrésistiblement deux êtres avant qu'un événement psychologique, sinon pathologique intervienne : devenue enceinte d'un des amants vers lesquels la pousse l'insatiable faim de tendresse qui ne quitte jamais cette orpheline mal poussée, Maria est victime d'une fausse couche ; alors, une progressive régression va la muer en enfant, presque en bébé qui, pour la première fois de sa vie, ne sera plus un exclu. Et « quand Joseph revient », compte moins son sourire à la sortie de l'avion que la proximité du front d'Agnès où appuyer son propre front...



Lili Monori et Eva Ruttkai dans « Quand Joseph revient »



Marta Meszaros.



Jan Nowicki et Anna Karina dans « Comme chez nous ».



Tout cela traité avec un ton qu'on aurait tort de qualifier d'intimiste : la violence, même latente, est souvent là. Et aussi la tranquille dénonciation de la bourgeoisie du régime, aussi soucieuse que l'ancienne de la tenue de ses domestiques et du bon ordre de son salon. Et puis ce terrible constat de carence : aucune société nouvelle n'a su, ne sait encore comment on peut répondre aux besoins affectifs les plus élémentaires quand rien n'aide tellement les êtres à devenir autre chose que des absents, ou des passants, au moment où l'on a vraiment besoin d'eux.

SERGE RICHARD

La revanche des livres

Quand, à coups de licenciements, démantèlements et autres restructurations, on aura réduit la télé au rôle de moulin à westerns, que nous restera-t-il ? La lecture. Peut-être est-ce pour nous préparer à cette reconversion de nos loisirs que F.r. 3 a lancé une émission littéraire qui ne doit rien à celles des chaînes rivales. Elle tient du défi, presque de la volonté de suicide, puisque, au lieu d'inviter les gens de lettres à faire leurs numéros, elle ose nous présenter ce bonnet de nuit, ce rabat-joie, cet épouvantail : le livre. Qu'y a-t-il de moins télégénique qu'un monsieur ou une dame, penché sur un volume, tournant des pages et déchiffrant un texte sans en sauter une ligne ? « Plutôt la pêche aux harengs ou les concerts d'accordéon », direz-vous. Et pourtant...

Si l'auteur qu'on vous propose s'appelle Antoine Blondin (18 février, à 17 h 30), s'il vous entraîne en Limousin, au « Jadis Bar », ancienne librairie qu'il se flatte d'avoir ramenée aux sources de l'inspiration, s'il confie à Jean Carmet le soin d'interpréter un conte des « Quatre Saisons », alors la tendresse, la malice, la poésie jaillissent de l'écran pour vous mettre rire aux lèvres et larme à l'œil, Aussi frais que ses malades, bégayant à peine par coquetterie, l'ancien baladin de Saint-Germain-des-Prés entonne l'hymne du retour à la terre. « On traite les paysans de sauvages, dit-il ; quelle calomnie ! Ils ne m'ont jamais rien mangé. En revanche, j'ai appris à les fréquenter que l'urbanité commence là où finit l'urbanisme. »

Pourtant, de loin en loin, il quitte ses sabots pour accomplir quelques virées-pèlerinages dans les hauts lieux d'autrefois. Ne comptez pas sur lui pour soupirer : « Ah, Dieu ! Si j'eusse estudié du temps de ma jeunesse folle ! »... Il sait trop ce qu'il doit aux nuits blanches, lui et ces autres mousquetaires qui se nommaient Nimier, Vidalie, Boris Vian. Dernier héritier de la légende collective, il la prolonge pour la partager avec nous.

Parmi tous les héros de son œuvre, Jean Carmet incarne le plus vulnérable, ce « Pauvre Homme » qui conduit sa stoïque maîtresse chez une faiseuse d'anges. Jamais sans doute écrivain ne rendit plus vibrant hommage à la vaillance, à la pudeur, à la dignité féminines Jamais on ne dénonça en termes plus simples la grande misère du mâle, dépassé par la situation. Et quelle plus généreuse parole d'amour que ce : « Sois courageux ! », murmuré par la jeune femme, juste avant de subir la « petite intervention » ? On étonnerait beaucoup Blondin en le traitant de « féministe » : n'empêche qu'un conte tel que le sien ouvre davantage les yeux que toutes les théories.

Comme, ils parlent bien !

Le dimanche suivant (25 février, à 17 h 30, toujours sur F.r. 3), c'est François Périer qui rend honneur à Anatole France. Claude Santelli l'a chargé d'interpréter « Crainquebille », ce qui lui permet de déployer son talent polymorphe. Tour à tour majestueux, sarcastique ou ahuri, magistrat tonnant, flic implacable ou victime accablée par le sort, il change de voix, de visage, d'âme, si vite qu'il peuple l'écran de personnages. Il faut l'entendre définir sa tâche comme « l'administration de la force » et déclarer que « l'idée d'une justice juste ne peut germer que dans la tête d'un anarchiste ».

« Comme ils parlent bien, ces messieurs ! », s'extasie Cainquebille. Pour un peu, il applaudirait la plaidoirie de son avocat qui le désigne à la compassion méprisante des juges : « Regardez-le, cet homme abruti par soixante ans de misère ! »... On pense à la servante au Cœur simple de Flaubert, également abrutie par un demi-siècle de servitude. L'une reçoit une médaille, l'autre quinze jours de prison, allez comprendre !

Toujours dans cette série d'émissions, on trouve ensuite Louise Labé, ressuscitée par Nicole Courcel, Louis Pergaud, incarné par Philippe Clay, et Joseph Delteil, à qui Emmanuelle Riva prête son charme mélancolique. Si, après cela, vous n'avez pas envie de lire, c'est à désespérer ! Pour une fois que la télé nous montre le bon exemple...

GABRIELLE ROLIN



Jean Carmet et Antoine Blondin.

Au risque de vous plaire

livres

Une sélection de Jean-Paul Liégeois

Romans francophones

**** Agnès Pavy : les Belles Petites (Sagittaire).***

Les aventures de Nadia et de Charlotte du côté de Saint-Germain-des-Prés. Elles vocifèrent, elles sanglotent, elles s'embourbent dans le spleen, elles s'amusent, elles sont dans tous leurs états. Cette cyclothymie nous est rendue dans une langue crue, âpre, torrentielle. Amateurs de littérature salonnarde s'abstenir.

**** Jean-Paul Clébert : l'Incendie du Bazar de la Charité (Denoël).***

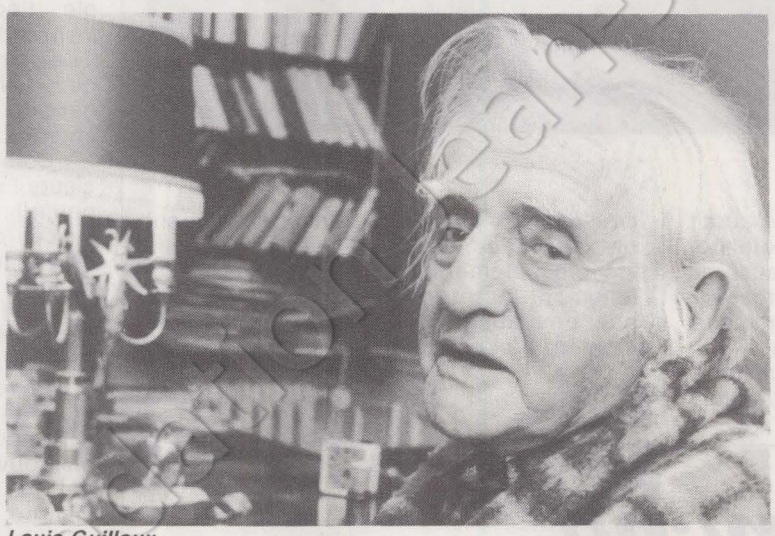
L'épopée d'un fait divers : le 4 juin 1897, le Bazar de la Charité, lieu des bonnes œuvres des gens de la Haute, prend feu. Il y aura cent vingt-cinq morts. Sur le total, seulement six hommes. Explication : ces messieurs ont laissé griller ces dames. De cette couardise collective et du contexte social de l'époque, Clébert a tiré un « roman vrai » digne de Zola.

**** Adrien Salmieri : la Violence d'un été (Julliard).***

L'éternelle histoire d'un amour impossible entre un homme et une femme. Mais la version de Salmieri est forte : elle est ouvrière, il est écrivain ; elle travaille et lutte, il réfléchit et rêve. Quand il sera mis au pied du mur, obligé de s'engager dans son combat à elle, il préférera fuir lâchement, disparaître. Allez donc vous fier à un « intellectuel de gauche » !

**** Jacques Chessex : les Yeux jaunes (Grasset).***

En adoptant Louis, jeune garçon au regard de fauve, Alexandre Dumur, écrivain, et Anne, sa femme, ne se doutent pas qu'ils viennent d'introduire le loup dans la bergerie. Car le jeune garçon va déchaîner un ouragan de plaisir et de désir au pays de Calvin et de la pesanteur morale... Un livre ravageur et sensuel, autrement puissant que « l'Ogre », qui avait valu le Goncourt à Chessex en 1973.



Louis Guilloux.

Nouvelles

**** Georges Piroué : Feux et lieux (Denoël).***

Un ton secret et pudique. Une écriture quasi silencieuse, gonflée d'émotions retenues. Pour dire, en quinze moments, les blessures du temps qui passe : les amours manquées, le couple inaccompli, les passions déçues, les rêves refoulés, les paysages perdus, les visages ou les silhouettes enfouis, les rencontres éphémères. Une amertume sans hargne.

**** Mario Benedetti : Avec et sans nostalgie (François Maspero).***



Montaigne, vu par Solo.

Quatorze scènes de tous les jours dans l'Uruguay du totalitarisme : arrestations arbitraires, tortures, clandestinité, exils forcés, couples séparés ou brisés, suspicion permanente, peur aux ventres, etc. Quatorze blessures. Une seule et même colère.

Romans étrangers

**** Jean Rhys : Quai des Grands-Augustins (Denoël).***

Un chef-d'œuvre anglais enfin traduit en français. Ecrit en 1930, il a gardé toute sa force. Il dit l'enlisement d'une femme dans la solitude et le désespoir : elle a perdu son temps, sa jeunesse et son fils ; il ne lui reste que les quelques billets que lui envoient épisodiquement ses anciens amants. Elle dérape dans l'alcool. Elle est épuisée. C'est sordide et bouleversant. C'est, aujourd'hui encore, plus courant qu'on ne le pense.

**** Josef Skvorecky : Miracle en Bohême (Gallimard, collection Du monde entier).***

Une farce outrancière. Qui rit pour ne pas pleurer. Qui prend prétexte d'une trop « banale » affaire de curé martyr pour dire la haine que l'occupant « rouski » inspire au peuple tchèque. Les « libérateurs » ne furent dès le début que des envahisseurs : mille détails féroces en attestent. Des pages implacables.

**** Alfred Andersch : Winterspelt. La guerre immobile. Octobre 1944. (Flammarion, collection Lettres étrangères).***

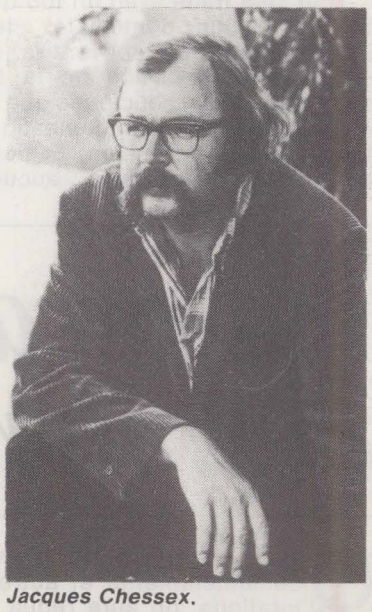
Guerre d'usure en 1944, à quelques mois de la défaite de l'Allemagne nazie. Guerre de tranchée dans le petit village allemand de Winterspelt, non loin de la frontière belge : une compagnie américaine face à un bataillon allemand. Une situation mille fois contée. Mais Alfred Andersch en fait un passionnant « roman au ralenti ».

**** Andréas Frangias : l'Epidémie (Gallimard, collection Du monde entier).***

Un autre livre lent : à la limite du supportable, celui-là. Ce pourrait être la vie lancinante du Goulag. Ce pourrait être Poulo-Condor ou l'Algérie sous Massu. Cela pourrait se passer au Chili ou en



Jean Genet.



Jacques Chessex.

les ēditions ouvrières



Collection "Pouvoir local"

les assemblées départementales : leur mode d'élection, leur pouvoir et leur rôle.

à ne pas manquer

La Belle Province

C'est l'hommage que les colonisateurs anglais du Canada ont dû concéder aux Québécois de la Nouvelle France : pour eux aussi, le Québec est « la Belle Province ». C'est la devise qui figure officiellement sur toutes les plaques d'immatriculation des automobiles appartenant à des Québécois : « Québec/la Belle Province ».

Depuis quelques jours, c'est un coffret de trois disques : « la Belle Province » (R.c.a.-Kébecdisc 3 x R.c. 230, KDL 6464). S'y trouvent réunis : Jim et Bertrand, Diane Dufresne, Pauline Julien, Gaston Brisson, Jean-Pierre Ferland, Fabienne Thibeault, Claude Léveillée et Sol ; c'est-à-dire parmi les plus importantes voix du Québec.



Sol.

« J'ai vu le loup, le renard et le lion » (Philips 6641347) réunissait Félix Leclerc, Robert Charlebois et Gilles Vigneault. « Une fois cinq » (R.c.a.-Kébecdisc KD 2 8009) rassemblait Robert Charlebois, Yvon Deschamps, Jean-Pierre Ferland, Claude Léveillée et Gilles Vigneault. « La Belle Province » nous prouve une nouvelle fois que les artistes québécois ont un sens aigu de leur appartenance collective à une culture et une passion commune sans limite pour leur pays.

Le retour du « Juif errant »

Je l'ai vu dans les vitrines de librairies, en piles sur les rayons des drugstores et des Fnac : « le Juif errant », d'Eugène Sue (Néo). Deux volumes bleu pâle, rutilants, flambants neufs, comme s'il s'agissait de la dernière œuvre d'un jeune auteur contemporain. Cette réédition sonne le retour en force du roman populaire. Un genre qui fit fureur jusqu'aux environs de 1920. Un genre qui permit au jeune Simenon, sous divers pseudonymes, de faire de la littérature alimentaire. A ce propos, dans le dernier volume paru de ses « Dictées » et intitulé « Au-delà de ma porte-fenêtre » (Presses de la Cité), Georges Simenon écrit : « Je ne me souviens pas de tous les titres, pas même de ceux que j'ai écrits. Il y en avait d'admirables dans le genre, comme : « Chaste et flétrie ». Un titre de Charles Mérouvel, ce « Chaste et flétrie », que les Editions Néo ont justement fait reparaître juste avant « le Juif errant ».

Il ne faudrait pas croire que cette nouvelle vague relève d'une simple recette commerciale. A preuve : des maisons d'édition très sérieuses, bien plus anciennes que Néo, ont également choisi cette voie. Hachette et sa collection Hetzel où vient de resurgir « Sans famille », d'Hector Malot. Les Editions Garnier et leur collection Classiques populaires où, en quelques mois, sont ressortis : « le Bossu ou le Petit Parisien » et « le Chevalier de Lagardère », de Paul Féval, trois « Rocambole », de Ponson du Terrail, « Surcouf », de Louis Noir, « N'a-Qu'un-Œil », de Léon Cladel, « les Deux Orphelines », d'Adolphe d'Ennery, et deux « Monsieur Lecoq », d'Emile Gaboriau. Les Nouvelles Editions Baudinière, de leur côté, republient un autre Gaboriau, « l'Argent des autres », dans la collection Bibliothèque des Terribles, qui nous avait déjà valu « le Roi Mystère », de Gaston Leroux, et « Borgia », de Michel Zévaco.

Certains verront évidemment dans cette série de rééditions des sursauts d'obscurantisme ou le dernier avatar de la mode rétro. Et s'il s'agissait d'autre chose ? D'un besoin d'aller chercher ses fantasmes ailleurs, par exemple ? Tout le monde ne peut pas aimer « la Guerre des étoiles ». Mais chacun a besoin de « machines à rêver » ; et il en est quelques vieilles qui peuvent encore servir. N'est-ce pas, monsieur Sue ?

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Uruguay. Cela pourrait se passer dans n'importe quel pays où la liberté est piétinée et les hommes libres mis dans des camps. Des prisonniers torturés, dévorés par des rats, doivent chaque jour rapporter vingt mouches à leurs bourreaux pour obtenir une maigre pitance... Frangias est grec ; il n'a eu qu'à piocher dans ses propres souvenirs ou ceux de ses compatriotes.

Littérature

**** René Pommier : Assez décodé ! (Editions Roblot).***

Sous le prétexte de régler leur compte aux cuistres tout à fait snobs que sont certains critiques universitaires, l'auteur se livre à quelques pirouettes frivoles où il étale sa science. C'est l'hôpital qui se moque de la charité : Pommier est tout aussi « sorbonnard » que ses pairs, qu'il prétend dénoncer ! Et quand il s'en prend à Planchon, il manque singulièrement de discernement : le directeur du T.n.p., lui, est un autodidacte...

**** Jean Genet : Pompes funèbres (Gallimard, collection l'Imaginaire).***

Ce « faux roman », comme le nomma Sartre, paru en 1947, est toujours aussi dérangeant, aussi « scandaleux ». Non parce qu'il s'agit d'un cri d'amour fou d'un homme pour un autre homme. Mais parce que l'amant chanté est mort sous la balle d'un milicien un jour d'août 1944, parce que sa mort est un scandale. Ce livre demeure et demeurera parce qu'il dit simplement : toute mort est un scandale.

**** Montaigne : Essais. Choix et présentation de Paul Galleret (10-18).***

L'orthographe du texte original a été modernisée. Certains mots ont été remplacés par leurs « équivalents ». Certains passages ont été écourtés. Pratiquement, toutes les citatons ont été supprimées. Les titres de chapitre ne sont pas de Montaigne. Il ne s'agit que de « fragments » de l'œuvre. L'auteur de ce massacre : un officier supérieur qui se cache sous le pseudonyme de Paul Galleret. Le coupable : les Editions 10-18, qui se sont prêtées à cette supercherie.

**** Alexandre Vialatte : Dernières Nouvelles de l'homme (Julliard).***

Les nostalgies et amertumes de cet homme blessé, de ce soldat du passé et des valeurs révolues, exaspérant sans doute. Mais ce serait injustice de ne pas reconnaître, au fil de ces chroniques, le talent de celui qui introduisit Kafka en France : qu'il décrive un insecte ou la pluie du Morvan, un village auvergnat ou Hugo à Guernesey, il trouve toujours le mot juste. Vialatte ou une certaine musique de l'écriture.

Témoignages

**** Louis Guilloux : Carnets ; 1921-1944 (Gallimard).***

Sur fond de bolchevisme, de crise économique, de fascisme, de guerres, bref sur fond d'Histoire, Louis Guilloux signe des miniatures : ses « choses vues et entendues » à lui. On y rencontre, certes, des personnages connus : Gide, Malraux, Ehrenbourg, Camus. On y croise surtout des anonymes : gentils ou cons, héroïques ou veules. On y rencontre la vie à hauteur d'homme, regardée par l'œil vif et perçant d'un homme généreux. On y prend pendant plus de quatre cents pages une belle leçon de matérialisme : « La question n'est pas de savoir quel est le sens de la vie, mais qu'est-ce que nous pouvons en faire ? »

**** Bertrand de Jouvenel : Vie de Zola (Julliard).***

La télévision n'existait pas. C'était en 1930. Cette biographie fut alors la seule façon de « donner à voir » Zola dans sa vie quotidienne. A la relire aujourd'hui, on reste pantois : l'essentiel y est déjà, on n'en a pas appris beaucoup plus depuis. Explication : à la façon de Zola, Bertrand de Jouvenel est allé voir « sur le terrain ». A l'évidence, les traces étaient encore fraîches.

télévision

Une sélection de Mauricette Duchemin

(sous réserve de grèves)

Vendredi 16 février : bigre, quel avenir !

Un rire communicatif, celui de Jacques Fabbri, à 22 h 50 sur T.f. 1.

Plus sérieux, le sujet d'Apostrophes « Vers la dictature de la science », à 21 h 35 sur Antenne 2. Bernard Pivot y a invité Vance Packard, Louis Leprince-Ringuet et François Rougeon. Vous avez envie de changer de tête, votre corps ne fonctionne plus ? Adressez-vous au service après vente des pièces humaines détachées aussi facilement qu'aujourd'hui pour votre automobile. Voilà l'avenir que nous réservent les scientifiques, sans compter l'ingénierie humaine, l'art et la manière d'obtenir des êtres supérieurement doués et d'un comportement malléable à volonté. A vous donner la chair de poule.



Kirk Douglas, vu par Solo.

Premier film de Paul Newman, au Ciné-Club à 23 h, en tant que réalisateur : « Rachel, Rachel » marque un tournant décisif dans la vie artistique de l'auteur. Ce « film de femme » donne une leçon au cinéma de Hollywood.

Le modernisme arrive au fin fond de la campagne sous la forme d'un tracteur. Une « vedette » qui jette un malaise dans de nombreuses familles paysannes. Film télé d'après une pièce de Pierre-Jakez Hélias, à 21 h 30 sur F.r. 3.

Samedi 17 février : au galop.

Partez sur les traces de Gengis khan à travers le Caucase à 16 h 55. Aujourd'hui, les derniers cavaliers restent les bergers qui élèvent des moutons et des chevaux.

Dimanche 18 février : des « drôles » d'aventures.

Sur T.f. 1 à 20 h 35, un western de John Sturges : « le Dernier Train de Gun Hill ». Ici, pas de grandes chevauchées, mais un jeu de tensions dramatiques pleines d'attente. Matt (Kirk Douglas) se retrouve seul contre toute une population à la suite de l'assassinat de sa femme, une Indienne.

Holocauste n° 2 : « le Chemin de Babi Yar », à 20 h 30 sur Antenne 2.

Le calendrier de l'Unité

Vendredi 16 février

* Début à Paris, à la Défense, de la Foire des collectionneurs.
* Première, au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, de la chanteuse Armande Altaï (jusqu'au 17 mars).
* Concert-spectacle de musique ancienne, à Paris, à la Conciergerie du Palais (2, boulevard du Palais) : « les Goliards », mis en scène par Bernard Mounier (également le 17).
* Deuxième semaine, à la maison de la culture de Grenoble, de l'exposition « 300 affiches politiques » (jusqu'au 29 avril).
* Dernier jour de l'exposition « Dessins et meubles de Le Corbusier », à Paris, square du Docteur-Blanche.
* Le Workshop de Lyon à Martigues.

Samedi 17

* Chris Mac Gregor à Hérouville-Saint-Clair. Julien Clerc au Havre. Catherine Ribeiro à Yerres. Mama Béa Tékielski à Villepreux. François Béranger à Yvetot. Andrée Simons à Choisy-le-Roi.
* Récital de la violoniste Lola Bobesco à Paris, à la salle Gaveau.
* « Bogre de Carnaval », par Lo Teatre de la Carriera, à Douarnenez.
* Premier volet sur France-Culture de la dramatique « le Bruit et la fureur », d'après William Faulkner (les autres volets seront diffusés le 24 février, les 3 et 10 mars).
* Le Ballet du Rhin à la maison de la culture de Créteil.

Dimanche 18

* « Bogre de Carnaval », par Lo Teatre de la Carriera, à Morlaix.

Lundi 19

* Concert unique d'Hubert Félix Thiefaine à Paris à la Gaîté-Montparnasse.
* Concert unique de Pierre Vassiliu à Paris, à l'Olympia.
* Claude Antonini à Rennes (jusqu'au 28 février).
* Récital Jessye Norman (soprano), Dalton Baldwin (piano). Théâtre de l'Athénée.

Mardi 20



Elton John, vu par Solo.

* Elton John à Paris, au Théâtre des Champs-Elysées (jusqu'au 25 février). Guy Béart à Amiens.
* Début du deuxième programme de la chorégraphie Susan Buirge à Paris, à l'Espace Cardin.
* Début d'un cycle de projections consacré aux « Films de science-fiction aux Etats-Unis », à Paris, au Centre culturel américain.
* Création à Paris, au théâtre Marie-Stuart, de « la Foraine », jouée par Pierrette Dupoyet.
* Première à Paris, au Théâtre de la Ville, d'Alan Stivell (jusqu'au 3 mars).
* Vernissage à Paris, à la B.i.m.c. Galerie (52, rue de l'Hôtel-de-Ville), de l'exposition des toiles de Grace Renzi.

Mercredi 21

* Création à Paris, au Lucernaire-Forum, de la dernière pièce de Victor Haim : « la Baignoire ».
* Première à Paris, au théâtre des 400 Coups, de « On vous écrira ».
* Tiempo Argentino à Paris, à la Chapelle des Lombards (jusqu'au 28 février).

Jeudi 22

* Première à Paris, au Centre Beaubourg, du spectacle « Disparitions », inspiré de l'œuvre de Lewis Carroll.
* Michel Portal à Paris, au Théâtre de l'Est parisien.

Vendredi 23

* Dernier jour des clowns Kompanie à Corbeil-Essonnes.
* Création du « Viol de Lucrèce » au Théâtre musical d'Angers.
* « Prévert Jacques », spectacle du T.n.p., à l'Agora de la ville nouvelle d'Evry.
* Vernissage à Chalon-sur-Saône, à la maison de la culture, de l'exposition « Des femmes photographiées ».

Samedi 24

* Julien Clerc à Evry. Michel Ypar à Achères. Susana Rinaldi à Sceaux.
* Dernière représentation à Paris, au théâtre de la Cité internationale, de « Iakov Bogomolov », de Maxime Gorki.
* Alban Berg : « Lulu ». Direction musicale : Pierre Boulez ; mise en scène : Patrice Chéreau. Opéra de Paris. Reprises le 27 février, les 13, 16, 21 et 24 mars.

Dimanche 25

* Dernier jour à Paris, au Balcon des Arts (141, rue Saint-Martin), de l'exposition du peintre chilien José Balmès.
* Julien Clerc à Vitry-sur-Seine.
* Le trombone avec Jean Douai. 17 h. Pavillon Baltard, à Nogent-sur-Marne.
* Gaetano Donizetti : « Lucia de Lammermoor ». Marseille, Opéra (15 h). Egalement le 27 février, les 1er et 3 mars.

Lundi 26

* L'exposition du C.n.r.s. « Trois Millions d'années d'aventure humaine » est à Paris, au Muséum national d'histoire naturelle du Jardin des Plantes depuis un mois déjà ; elle y restera jusqu'au 31 mai.
* Première à Paris, à la Gaîté-Montparnasse, de Julos Beaucarne (jusqu'au 31 mars).
* Michel Béroff (piano), Lynn Harrel (violoncelle). Théâtre de l'Athénée.
* Récital du violoniste Pinchas Zukerman, Marc Neikrug (piano). Théâtre des Champs-Elysées.
* Orchestre philharmonique de chambre d'Israël. Lyon, auditorium Maurice-Ravel.

Mardi 27

Farid Chopel reprend son spectacle en solitaire, « Chopélia », à Paris, au Théâtre du Ranelagh.



Farid Chopel

* Première à Paris, au Petit Forum, du récital du chanteur uruguayen Daniel Viglietti.
* Première à Paris, au Théâtre national de Chaillot, du nouveau spectacle de Roger Blin : « Boesman et Lena ».
* Première à Paris, à l'Olympia, de Claude Nougaro (jusqu'au 11 mars).
* Schubert : « Alfonso et Estrella », Chœurs de Radio-France. Nouvel orchestre philharmonique, direction Marc Andreae. Grand auditorium de Radio-France.
* François-André Danican Philidor : « Tom Jones », direction musicale Jean-Pierre Wallez. Reprises les 2, 3, 6, 7, 17, 21, 22 et 24 mars. Opéra-Comique.

Mercredi 28

* Jacques Bertin à Neudorf-Strasbourg. Michel Buhler à Limoges.
* La nouvelle chanson catalane à Paris, à la Bibliothèque Beaugrenelle (36, rue Emeriau).
* Début, à la maison de la culture d'Angers, du cycle « Cinéma et musique » (jusqu'au 13 mars).

Une autre aventure, celle de l'art moderne, sur F.r. 3 à 20 h 30. Le fauvisme, avec Henri Matisse et Albert Marquet, premiers pas de la libération de l'art. A 21 h 40, Abel Gance dans l'Encyclopédie hebdomadaire, pour faire patienter les amateurs de conte libertin : « le Chevalier de Maupin », d'après Théophile Gautier et la « botte » italienne de Mauro Bolognini.

Lundi 19 février : pas une corvée, mais un plaisir.

Un prix d'interprétation fut décerné à Jack Nickolson au festival de Cannes en 1974 pour le film « la Dernière Corvée », de Hal Ashby. Evitez-la à 20 h 30 sur T.f. 1.

Marius part. Fanny épouse Panisse. Deuxième film de la trilogie de Marcel Pagnol. On reste toujours sous le charme. Sur F.r. 3 à 20 h 30.

Mardi 20 février : un papillon et un gros lion.

A 13 h 45 et 14 h 5, découpez et collez pour faire un merveilleux masque de papillon de conte de fées sur T.f. 1.

La terre, une réalité, celle des paysans à 22 h. Une valeur qui paraît s'éloigner très vite.

Un film produit par la Metro Goldwyn Mayer dans les décors grandioses d'une vallée célèbre. Un scénario archi-classique en est le prétexte : « la Vallée des rois », à 20 h 30 sur F.r. 3.

Mercredi 21 février : cours toujours !

Ne laissez pas disparaître le paysan traditionnel. Il existe, et pourtant, comme dans les serres et les laboratoires, si on parvenait à cultiver sans l'aide de la terre ? Quatrième et dernière émission de Jean-Claude Bringuier à 22 h sur T.f. 1.

Au Sahel, d'autres recherchent l'eau. Ils n'ont qu'un espoir, celui que le ciel les aide. Sur Antenne 2 à 22 h.

Une course fantastique à travers le continent nord-américain à la fin du siècle dernier, sur F.r. 3 à 20 h 30, celle de « la Chevauchée sauvage ». Une course épique en compagnie de James Coburn et Gene Hackman, réalisée par Richard Brooks.

Jeudi 22 février : une histoire à la loupe.

Une agréable façon de réviser son histoire sur T.f. 1 à 20 h 30. « Le Roi qui vient du sud », le futur Henri IV, prend le chemin du trône.

Sur Antenne 2 à 20 h 30, rendez-vous avec le Grand Echiquier. Ce soir, le baptême officiel du premier orchestre de chambre permanent de France dirigé par le violoniste Jean-Pierre Wallez.

Une parodie menée de main de maître par Billy Wilder : « la Vie privée de Sherlock Holmes ». Le misogyne détective anglais succombera-t-il au charme d'une belle espionne ? Vous le saurez en regardant F.r. 3 à 20 h 30. Le flair a ses raisons que le cœur ne connaît pas.

Chants d'Amérique latine

Le Petit Forum des Halles, à Paris, ouvre sa scène pour un mois à la chanson d'Amérique latine. Tous les jours à 18 h 30 : le groupe de flûtes andines Bolivio Marta, jusqu'au 17 février ; l'Argentin Higinio Mena, du 20 au 24 février ; le Chilien Daniel Salinas, du 27 février au 3 mars ; le groupe andin Karumanta, du 6 au 10 mars. Et à 20 h 30 : le grand chanteur uruguayen Daniel Viglietti, du 27 février au 10 mars.

L'Atac d'attaque

L'A.t.a.c. est à nouveau d'attaque. Son conseil d'administration avait démissionné en bloc pour protester contre la part dérisoire attribuée à la culture dans le budget global de l'Etat pour 1979. Elle vient de se donner un nouveau C.a. : Antoine Vitez en est le président, Henry Lhong et Jean-Pierre Miquel les vice-présidents, Jean-Pierre Wurtz le trésorier et Yves Deschamps le secrétaire. Les autres membres sont : Jacques Lasalle, Bernard Sobel, Gilbert Guiraud, Marie-Claire Valène, Bruno Carlucci, Pierre-Etienne Heymann et Catherine Dasté. Presque tous des saltimbanques. Ce qui change du précédent C.a. où les géomètres étaient en nombre.

Michel Portal tous azimuts

Catherine Deneuve en détective privé(e) à feutre mou et interminable imper, c'est l'attraction qui fera peut-être beaucoup parler d'«Ecoute voir », le nouveau film de Hugo Santiago, où le réalisateur s'est noyé dans ses intentions pour sombrer finalement dans le risible. Reste heureusement une remarquable bande son, riche des bruits de la vie en même temps que de la musique composée par Michel Portal, qui pour le cinéma avait déjà fait ses preuves avec « la Cécilia », de Jean-Louis Comolli.

Faste période pour un musicien vraiment peu ordinaire, ne serait-ce qu'à cause de la multiplicité de ses dons et de ses curiosités : loin de se contenter d'être à la clarinette l'un des meilleurs spécialistes « classiques » (Mozart, Brahms, Globokar, Boulez), Portal explore sans relâche les voies nouvelles du jazz.

Dans un programme qui inscrira ensuite l'Art ensemble of Chicago de Lester Bowie (le 11 mars) et le Dolphin Orchestra de Jean-Pierre Debarbat (le 29 mars), le Théâtre de l'Est parisien offre l'occasion, jeudi prochain (22 février), d'écouter Portal (qui se produit également à la Chapelle des Lombards du 21 au 28 février) s'adresser, en compagnie de son quartette, et notamment des percussions de Daniel Humair, à un public que n'effraient à l'avance ni l'éclectisme ni les surprises de l'improvisation libertaire.

S.R.

changer la vie culturelle

LE LIVRE DE LA SEMAINE

Le pillage de l'Afrique, vu par un militant



L'Afrique a toujours intéressé les patrons européens : réservoir de matières premières, marché pour produits de consommation, elle fut longtemps une chasse gardée. L'Amérique, en revanche, celle qui au sud du Rio Grande suit les injonctions de Washington, a toujours fasciné les intellectuels et les militants politiques européens. Etrange chassé-croisé ! L'Europe des marchands « tient » l'Afrique, l'Europe de la réflexion pense sur et à l'Amérique ! Il est naturel, dans ces conditions, que de nombreux Africains aient, à l'égard de la gauche européenne — la France n'arrivant pas à faire exception — quelques préventions.

« Main basse sur l'Afrique », de Jean Ziegler (Editions du Seuil), est une de ces exceptions à une règle bien établie. Livre passionné, livre militant, « Main basse sur l'Afrique » ne se veut pas un livre « objectif ». Témoin des révoltes, de la mort, de la faim, Ziegler n'écrit pas « de loin ». Il est, se sent, se veut identique à ceux qu'il considère comme ses camarades de combat. Il nous livre, en des pages admirables, les portraits de trois « ancêtres de l'avenir », N'Krumah, Lumumba, Nasser. Utilisant ces trois hommes pour cerner les difficultés, pour dépeindre le rôle de l'impérialisme sur ce continent, il aide à comprendre les soubresauts actuels, le racisme des Blancs d'Afrique du Sud, la politique actuelle des puissances européennes.

Puis, tentant de généraliser son analyse, Ziegler, avec le concept de « protonation », qui « n'exprime qu'une souveraineté fictive, la totale dépendance de l'économie du pays à l'égard du centre métropolitain », aborde des terres plus mouvantes. Car, s'il est un continent où le rapport classe-nation n'est pas près d'être résolu, où l'Etat — même désarmé, embryonnaire — préexiste à la nation, c'est bien l'Afrique. Dès lors, la « protonation » fonctionnera tout comme la « nation » : tout dépendra des pratiques et des intentions des gouvernants, de leurs alliances extérieures, de leur plus ou moins grande opposition à l'« impérialisme » ou, plus exactement, aux gouvernements impérialistes beaucoup plus qu'aux pratiques des multinationales. Mais il était normal qu'en ce domaine la progression de l'analyse hésite, tâtonne. Manquant cruellement de soubassement théorique, la gauche européenne doit prendre les réflexions de Ziegler pour ce qu'elles sont : un apport à un débat.

Car la dernière question soulevée par le livre est claire : avec qui sommes-nous et contre qui luttons-nous ? Il ne suffit plus, en 1979, de parler des droits de l'homme, mais aussi du prix des matières premières, de l'échange inégal. Et là, même si sa démarche est teintée d'utopie — et c'est utile, nécessaire, l'utopie —, Ziegler nous rappelle nos responsabilités. Celles de militants, mais plus simplement celles d'hommes, plongés dans un système d'exploitation et d'oppression qui, malgré nous, nous transforme en complices. Et il est utile que toute réflexion commence par un refus.

G. P.

• « Les Repérages du court métrage français » : c'est sous ce titre que la M.j.c. de Vincennes (tél. : 374-73-74) présente, du 15 au 18 février, une série de projections-débats pour la défense de ces mini-films qui souvent valent bien les grands.

Bonsoir, monsieur Renoir

Quand Julien Duvivier s'en est allé, Jean Renoir a simplement écrit : « Puisse son influence demeurer. » Une certitude : l'influence de Jean Renoir demeurera.

Quand Jacques Becker a tiré sa révérence, Jean Renoir a avoué : « Il est évident que, pour moi, le monde sans Jacques Becker n'est plus tout à fait le même. » Une autre évidence : sans « la Chienne », sans « le Crime de M. Lange », sans « la Règle du jeu », sans « la Grande Illusion », sans « Partie de campagne », sans le cinéma de Jean Renoir, notre vision du monde eût été sensiblement différente.

Un jour qu'on lui demandait pourquoi il faisait des films, Jean Renoir a répondu sans hésitation : « J'adore m'amuser au cinéma. » Qu'on nous projette dix mille fois « Boudu sauvé des eaux » et dix mille fois nous nous amuserons.

Bonsoir, monsieur Renoir. Et merci.

J.-P. L.

Jean Renoir, vu par Solo.



POUR VOTRE RÉSIDENCE PRÈS DE LA MER SUR LA COTE NORMANDE

merlin S.A.

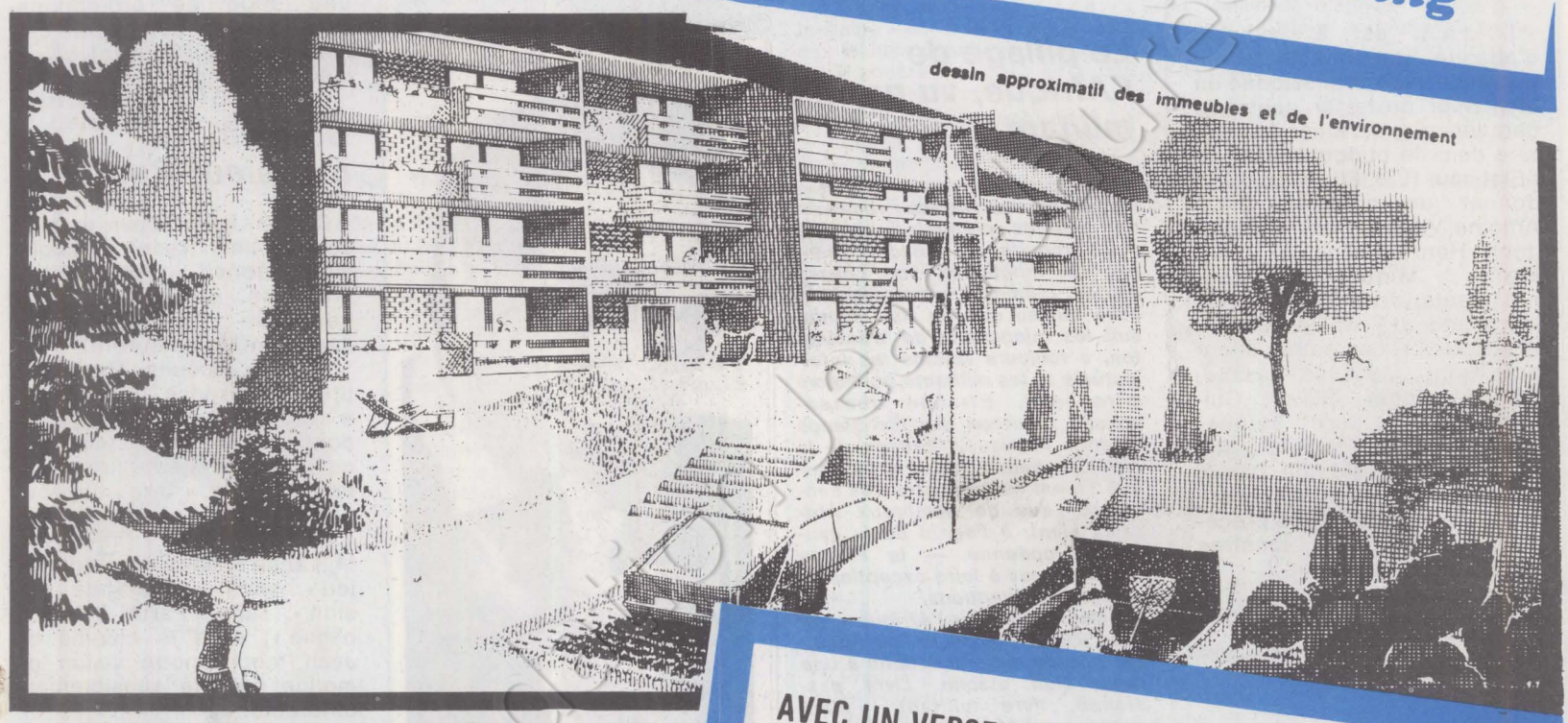
CABOURG

Résidences "Le Sporting"

● BUREAUX DE VENTE SUR LA COTE NORMANDE A : VILLERS-SUR-MER, TEL. (31) 87-01-99 - COURSEULLES, TEL. (31) 97-47-40 · CABOURG, TEL. (31) 91-35-72

BUREAUX DE VENTE SUR PLACE
ouverts tous les jours sans interruption de 9 h à 19 h même les jours fériés et le dimanche (sauf le mardi).

VENEZ SUR PLACE VISITER LES APPARTEMENTS-TEMOINS



dessin approximatif des immeubles et de l'environnement

SUPERBES
2 PIECES AVEC LOGGIA
A PARTIR DE: 109.000 F

PRIX VALABLE JUSQU'A EPUISEMENT DU STOCK

chaque appartement comprend : bloc cuisine entièrement équipé avec plaques de cuisson électriques, plus four - évier inox avec égouttoir - meuble-rangement sous évier - réfrigérateur 130 l - salle de bains aménagée - chauffage électrique intégré par radiateurs - moquette bouclée - peintures terminées
TRAVAUX CONTROLES PAR LE BUREAU SOCOTEC.

AVEC UN VERSEMENT DE 5 % A LA RESERVATION SOIT

5.450 F

15 % A LA SIGNATURE DES ACTES NOTARIÉS ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITÉ DE CRÉDIT BANCAIRE PERSONNALISÉ A LONG TERME.

PROFITEZ VITE DES FAMEUX PRIX-MERLIN

merlin SA

BUREAUX DE PARIS
31 RUE DE RIVOLI · 75004

ANGLE PLACE DE L'HOTEL DE VILLE · METRO HOTEL DE VILLE
BUREAUX OUVERTS TOUS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 9 H A 19 H SAUF DIMANCHES

TELEPHONE
277.11.13

BON A RETOURNER A MERLIN IMMOBILIER
31, RUE DE RIVOLI, 75004 PARIS

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation sur tous vos programmes.

Nom

Adresse